Kenny Cupers

La banlieue, un projet social

Ambitions d'une politique urbaine, 1945-1975

Traduit de l'anglais par Isabelle D. Taudière, Leslie Talaga et Anne Muller

PARENTHÈSES

Construire la banlieue

Même ses transports publics ont un nom différent : pour visiter l'autre Paris, on ne prend pas le métro mais le RER. On passe sous le périphérique, ceinture routière qui a remplacé les fortifications du XIX^e siècle mais remplit la même fonction de ligne de démarcation entre le centre et le reste. Au-delà de ce seuil, qui fixe toujours la limite officielle de Paris intra-muros, le paysage urbain familier s'estompe rapidement derrière la vitre. Et soudain paraît l'autre Paris - peut-être le vrai Paris contemporain. Des barres et des tours habillées de blanc étincelant, de rose criard ou de gris terne. Des palais pour le peuple, gigantesques mais manquant singulièrement de charme. Des pyramides dressées sur dix étages, parodies de petits villages méridionaux accrochés aux collines. De vastes places en terrasses, ponctuées d'aires de jeux aux formes extravagantes. Du béton couvert de graffiti et de revêtements de façade postmodernes. Des centres communautaires qui partaient de bonnes intentions et de monstrueuses mégastructures abritant des galeries commercantes. Le tout sillonné d'autoroutes et émaillé de parkings et d'espaces verts, plus ou moins grands. Dans l'imaginaire collectif, ce paysage, résultat imprévu d'aménagements parfaitement planifiés, représente tout le contraire de ce que symbolise aujourd'hui Paris. C'est la ville que les touristes voient rarement, mais dans laquelle vivent la plupart des Parisiens. Le schéma n'est pas très différent à Bordeaux, Marseille, Lille ou encore Grenoble : ces paysages périurbains, qui composent une large part de la France actuelle, semblent par certains côtés être l'œuvre d'une société qui n'a rien de commun avec celle qui imagina les grands boulevards et les monuments de tant de villes françaises. Depuis un Paris intra-muros qui semble de plus en plus figé dans le passé, l'excursion en banlieue est une étrange aventure. En une soixantaine d'années à peine, un nouveau monde est apparu dans des espaces où ne poussaient autrefois que des rangs de choux et des pavillons épars. On croirait pourtant voir là les vestiges énigmatiques d'une civilisation disparue dont l'esthétique n'a plus cours.

Ce nouveau monde a son double de papier. La quantité phénoménale de documents administratifs qui a rendu possible l'urbanisation galopante de l'après-guerre a été reléguée par-delà le terminus de la ligne de RER et déversée dans une véritable cité souterraine de cartons poussiéreux, à Fontainebleau ¹. Ce site, dédié aux Archives nationales postérieures à 1958, abrite plus de documents que n'en ont produits toutes les autres époques de l'histoire de France. Il se dégage encore de cet incroyable volume de paperasserie dont les Français sont si friands le parfum désuet des ambitions qui ont modelé une grande part du paysage urbain qui défile derrière la fenêtre du train. Le logement pour tous. Une organisation rationnelle du territoire national. L'accès universel à des services publics en tous genres. Une nation moderne, où les quartiers reflètent la mixité sociale. Cette rhétorique, qui dissimulait des arrière-pensées beaucoup moins nobles, a eu des répercussions considérables : la banlieue française de l'aprèsguerre constitue l'une des plus vastes expériences sociales et architecturales du xxe siècle et peut-être l'une des moins bien comprises.

Cet ouvrage retrace la création de ce monde. Après la Seconde Guerre mondiale, la France, pays essentiellement rural avec un parc de logements insuffisant et vétuste, est devenue en moins de trente ans une nation urbaine résolument moderne. Cette transformation résulte en grande partie de la production de masse de cités d'habitation et de villes nouvelles planifiées par l'État en périphérie des agglomérations existantes. Au regard de la vitesse sidérante et de l'échelle inédite de cette urbanisation — qui a fait sortir de terre des dizaines de milliers de logements en même temps —, le projet moderniste du Nouveau Francfort, dans l'entre-deux-guerres, paraît aussi daté que les cités-jardins d'avant-guerre qui l'ont inspiré. Cette prodigieuse accélération de la production de logements a marqué un tournant quantitatif, mais aussi qualitatif. Elle a totalement redéfini le rôle de l'architecture qui, au cours des Trente Glorieuses, a été le moteur d'un projet social sans précédent et à ce jour inégalé. Loin d'être l'apanage d'une petite avant-garde d'architectes, l'architecture moderne était partagée et faconnée par des hauts fonctionnaires, des promoteurs, des associations de riverains, des urbanistes et des sociologues. En dépit de ce socle éclectique, elle a su trouver une logique et un langage remarquablement cohérents. Jamais la modernisation et le modernisme n'avaient été si omniprésents et si intimement liés – et jamais cette alliance ne se reproduirait. Jamais encore l'architecture moderne n'avait produit à une telle échelle et à une telle allure. redessinant de fond en comble le paysage urbain. Et jamais encore une génération entière n'avait été plus consciente de bénéficier de bien meilleures conditions de vie, matérielles et sociales, que la génération précédente. À mesure que les anciens programmes de réforme sociale laissaient place à un effort concerté de rationalisation orchestré par l'État, l'architecture s'est investie dans l'organisation spatiale de la protection sociale et du progrès. L'argument central du

présent ouvrage tend à démontrer que, dans la France d'après-guerre, l'architecture et l'urbanisation se sont développées en tandem, à travers un processus d'expérimentation continuelle centré sur la vie quotidienne — objet même de la modernisation et d'un nouveau domaine d'expertise : la sociologie.

Il est difficile de ne pas juger les environnements bâtis à cette époque à la lumière de l'actualité : une grande part du parc immobilier n'a cessé de se dégrader dans les dernières décennies et a peu à peu été abandonnée à ceux qui n'ont d'autre choix que d'y vivre. À mesure que les familles blanches de la classe moyenne quittaient les grands ensembles pour des pavillons de banlieue, elles étaient remplacées par des familles pauvres, majoritairement d'origine africaine. Bon nombre de ces quartiers, ceux des années cinquante et soixante en particulier, présentent des taux de chômage et de criminalité chez les jeunes très élevés. Plus de sept cents de ces cités ont officiellement été classées en « zones urbaines sensibles » (Zus), stigmatisant ainsi plus de cinq millions d'habitants issus principalement de minorités ethniques. Les troubles incessants dans un nombre relativement restreint de ces quartiers défavorisés (les émeutes des mois de novembre 2005 et 2007 étant les plus célèbres) sont devenus des symboles de la crise des villes et des banlieues françaises. En France comme à l'étranger, certains observateurs ont voulu y voir le signe flagrant d'un apartheid social et ethnique. Deux images de Paris, dont l'opposition renforce le poids symbolique, continuent de dominer notre conception de la France urbaine : d'un côté, les monuments, la splendeur et la richesse du centre historique de Paris, et de l'autre, la misère et la désolation des cités de tours et de barres. Depuis le début des années quatre-vingt, moins de 16 % des Franciliens résident dans la capitale même, la grande majorité ayant investi ses banlieues tentaculaires 2 – schéma que l'on retrouve dans d'autres grandes villes françaises.

Au-delà de ses particularismes, la France des banlieues s'inscrit dans une pratique internationale de l'architecture moderne et de la planification étatique. Durant la période d'expansion économique exceptionnelle de l'après-guerre - de 1945 à 1975 environ -, la rénovation urbaine à grande échelle, les logements collectifs de masse et les projets ambitieux de villes nouvelles ont proliféré aux quatre coins du monde, de la France aux États-Unis, en passant par la Grande-Bretagne, la Scandinavie, le Moyen-Orient et l'Union soviétique. En dépit, ou peut-être à cause des frontières imposées par la guerre froide, ces pays partageaient des conceptions très semblables des vertus de la planification et du logement de masse. Exception faite de quelques réussites notables, à Singapour et Hong Kong par exemple, la plupart des environnements urbains construits selon ces principes apparaissent de nos jours comme des reliques de vieilles croyances dépassées : l'architecture moderne serait un vecteur de progrès social, et qu'il incombe à l'État de subvenir aux besoins des familles et des individus. Or, quelques décennies à peine après leur construction, les cités telles que Pruitt-Igoe, Sarcelles, Bijlmermeer ou Aylesbury étaient déjà emblématiques

10 LA BANLIEUE, UN PROJET SOCIAL CONSTRUIRE LA BANLIEUE 11

¹ Au moment de la rédaction de cet ouvrage, il était prévu de déménager une partie du fonds de Fontainebleau à Pierrefitte-sur-Seine, dans un nouveau bâtiment réalisé par Massimiliano et Doriana Fuksas [transfert des fonds achevé le 19 avril 2013, NDE].

² Manuel Castells, *The City and the Grassroots: a Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements*, Berkeley, University of California Press, 1983, p. 75.





FIGURE 0.1. Pruitt-Igoe, en 1955.

FIGURE 0.2. L'implosion de la cité de Pruitt-Igoe, 1972.

d'une crise sociale qui marquait profondément la conscience collective de leurs sociétés respectives.

Aux yeux des chercheurs comme du public, le logement d'après-guerre faisait désormais figure de monstrueuse catastrophe humaine. Beaucoup ont pointé du doigt les architectes-urbanistes qui avaient concu ces projets — et au premier chef Le Corbusier : comment avaient-ils pu implanter des tours et des barres quasi identiques, dont certaines se dressaient sur quinze étages et filaient sur des centaines de mètres, sur de vastes espaces ouverts mal définis et généralement coupés de leur environnement? Ces trente années de construction à tout-va ont signé l'échec du modernisme, de son arrogance rationaliste, de son traitement inflexible et inhumain de l'espace urbain, et de son mépris affiché des besoins et aspirations des usagers. Certains architectes-urbanistes ont eux-mêmes contribué à forger cette image : leurs critiques, souvent virulentes, des cités monotones n'étaient pas totalement désintéressées. Le déterminisme physique redevenait soudain un argument bien pratique : si le malaise social tenait à la conception, sa solution viendrait aussi de la conception. La nouvelle génération d'architectes-urbanistes pouvait dès lors s'assurer un avenir en dénigrant les réalisations de ses prédécesseurs. Or, le risque de ce type d'attaque n'est pas tant de se tromper de coupables que de réduire l'histoire d'une grande part du monde urbanisé à une seule cause. Entre-temps, le manque de vision à long terme a contribué à légitimer la politique actuelle de démolition à grande échelle. La fameuse photo de l'implosion de la cité de Pruitt-Igoe, près de Saint-Louis, dans le Missouri, qui a conduit l'architecte et critique Charles Jencks à proclamer la mort de l'architecture moderne, symbolise aux États-Unis la meilleure solution au problème du logement de masse 3. Depuis les premières démolitions des années soixante-dix, les pouvoirs publics préfèrent en effet détruire ces quartiers plutôt que de les réhabiliter. Or, à de rares exceptions près, ce type d'initiative ne fait que déplacer le problème social de la pauvreté, tandis que les réalisations de l'âge d'or de l'État-providence disparaissent avant même que l'on en ait véritablement saisi les tenants et les aboutissants.

Pour l'heure, l'histoire de l'architecture n'a rien fait ou presque pour remédier à cet état de choses. En réduisant l'histoire du logement de masse à celle du discours architectural, les chercheurs anglophones continuent de passer à côté de la genèse complexe de projets qu'ils se bornent souvent à qualifier de médiocres — au mieux, de pâles versions d'une idée de génie désormais dépassée, au pire, des répliques absurdes d'une très mauvaise idée. Ni les formes et les concepts que Le Corbusier formula dans ses dessins des années 1920, ni le discours d'une élite autoproclamée d'architectes telle que les Congrès internationaux d'architecture moderne (Ciam) ne sauraient suffire à expliquer un processus d'urbanisation qui a littéralement changé la face de la Terre. Le logement de masse reste une zone d'ombre de l'histoire de l'architecture parce qu'il

12 CONSTRUIRE LA BANLIEUE 13

³ Charles Jencks, *The Language of Postmodern Architecture*, New York, Rizzoli, 1977. Pour une analyse historique, voir Katharine G. Bristol, «The Pruitt-Igoe Myth», *Journal of Architectural Education*, vol. 44, n° 3, 1991, p. 163-171.





FIGURE 0.3. La cité Bijlmermeer, en périphérie d'Amsterdam.

FIGURE 0.4. Le grand ensemble de Sarcelles, en

passe entre les mailles de la discipline ⁴. Ce n'est pas une expression vernaculaire de la culture locale, et il ne trouve pas sa place dans le canon de la « grande architecture ». Parce qu'ils sont omniprésents dans le monde mais préservent leur spécificité nationale, parce qu'ils ne sont jamais tout à fait uniques ni totalement identiques, les grands ensembles défient les normes de la discipline — et sont pourtant la manifestation la plus répandue de l'architecture moderne à ce jour.

Les banlieues françaises reflètent à bien des égards ces contradictions. La France est le seul pays où l'étroite coopération de l'architecture moderne et de l'urbanisme bureaucratique a défini à la fois l'image de la ville contemporaine et notre conception des ambitions sociales de l'architecture. Cette convergence ne saurait s'expliquer par la prédominance d'une idéologie donnée : la France était à l'époque à mi-chemin entre le bloc soviétique, où le logement de masse était une expression directe de l'idéologie communiste, et les États-Unis, où il n'est jamais devenu le modèle dominant d'aménagement urbain. Ce sont les rouages d'un État centralisé et la dynamique sociale du capitalisme libéral qui ont donné sa forme au logement d'après-guerre : tout au long des Trente Glorieuses 5, le logement de masse est resté l'outil par excellence de modernisation de la nation. Sa pierre angulaire est le fameux «F4», l'appartement de quatre pièces normalisé issu de la production en série et conçu pour la famille nucléaire, censée représenter la colonne vertébrale de la nation. Malgré le recours croissant aux capitaux privés et la libéralisation progressive des procédures d'aménagement, jusque dans les années soixante-dix, l'État centralisé est demeuré de jure et de facto le premier urbaniste du pays ⁶. Durant cette période, surnommée « l'ère des technocrates ». le pays était gouverné par une classe de dirigeants qui avaient hérité de la guerre et du colonialisme une tendance à l'autoritarisme et à la technocratie 7. Les tours et les barres qui ont envahi l'horizon de la France suburbaine d'aujourd'hui symbolisent un régime pris dans le cercle vicieux de la violence génératrice de violence.

- ⁴ Plusieurs études pionnières sur l'histoire du logement de masse et des villes nouvelles d'après-guerre ont toutefois brisé ce tabou : Bruno Vayssière, Reconstruction, déconstruction : le Hard French, ou l'architecture française des Trente Glorieuses, Paris, Picard, 1988 ; Miles Glendinning et Stefan Muthesius, Tower Block : Modern Public Housing in England, Scotland, Wales, and Northern Ireland, New Haven, Paul Mellon Centre for Studies in British Art/Yale University Press, 1994 ; Kimberly Elman Zarecor, Manufacturing a Socialist Modernity : Housing in Czechoslovakia, 1945-1960, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2011.
 ⁵ L'expression est de Jean Furastié dans
- L'expression est de Jean Fourastie dans Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975, Paris, Fayard, 1979. À propos de la modernisation française et ses répercussions sur l'identité nationale, voir Herrick Chapman, « Modernity and National Identity in Postwar France », French Historical Studies, vol. 22, n° 2, 1999; Gabrielle Hecht, Le Rayonnement de la France: énergie nucléaire et identité nationale après la Seconde Guerre

- mondiale, Paris, La Découverte, 2004; Richard F. Kuisel, Seducing the French: The Dilemma of Americanization, Berkeley, University of California Press, 1993.
- 6 Viviane Claude parle de « l'État urbaniste » entre les années quarante et les années quatre-vingt dans Faire la ville : les métiers de l'urbanisme au XX^e siècle, Marseille, Parenthèses, 2006. Dans la présente étude, nous envisageons l'État français non comme une entité monolithique ou cohérente, mais comme un échiquier complexe, composé d'acteurs et d'institutions très différents et souvent en concurrence. On trouvera un rappel historique de cette concurrence entre les diverses instances publiques et de la complexité de la polițique publique en matière d'architecture dans Éric Lengereau, L'État et l'Architecture, 1958-1981 : une politique publique? Paris, Picard/Comité d'histoire du ministère de la Culture, 2001.
- Voir Jean-Claude Thoenig, L'Ère des technocrates: le cas des Ponts et Chaussées, Paris, L'Harmattan, 1987.

14 construire la banlieue 15





FIGURE 1.5. La reconstruction du Havre, lancée en 1945 ; état en mai 1951. Architecte : Auguste Perret

La reconstruction du Vieux-Port à Marseille, le chantier en 1950. Architecte : Fernand Pouillon.

De la cité portuaire du Havre, dévastée par les bombardements, il ne reste qu'une table rase, ce qui contribue à faire accepter le plan d'ensemble d'Auguste Perret, dont le «classicisme structurel» — exprimé par l'austère monumentalité du béton armé — est censé ranimer l'orgueil national. À Marseille, Fernand Pouillon et d'autres architectes édifient dans le quartier du Vieux-Port un ensemble monumental aux façades « néo-classiques ²⁹ » [VOIR FIG. 1.5]. Il y a aussi, très exceptionnellement, des projets résolument modernes, tel l'agencement de barres de logements collectifs noyés dans un océan de verdure de Sotteville-lès-Rouen [VOIR FIG. 1.6] ³⁰.

En dépit de leurs diversités formelle et typologique ces projets de reconstruction ne livrent pas beaucoup d'indices sur ce qui va suivre. Il est toutefois un type d'habitat qui est d'emblée disqualifié : la maison individuelle de banlieue. Pourtant plébiscitée en 1947 dans l'enquête de l'Ined, elle apparaît davantage comme une relique du passé que comme un choix d'avenir. Ce jugement, commun à l'ensemble du spectre politique, transcende les limites de la planification rationnelle. À la fin des années quarante, la ville de Noisy-le-Sec, dans la banlieue est de Paris, a néanmoins accueilli l'une des rares expériences de maisons individuelles préfabriquées 31 : dans le cadre d'un concours expérimental organisé par le MRU pour encourager la construction de logements de masse, des architectes et des entreprises du bâtiment ont été invités à édifier une soixantaine de prototypes mettant en œuvre toute une gamme de procédés de construction et de matériaux expérimentaux, dont le béton préfabriqué, l'acier et l'aluminium [Voir Fig. 1.7]. D'autres concours et programmes similaires suivront. mais tous seront axés sur le logement collectif. Des pavillons continuent certes de sortir de terre mais, comme dans l'entre-deux-guerres, ils sont construits à l'échelle artisanale, par des familles ouvrières et de la petite classe moyenne. À partir du milieu des années cinquante, la production de logements collectifs de masse éclipse celle de maisons individuelles, et continuera de dominer jusque dans les années soixante-dix 32.

La stigmatisation quasi unanime du pavillon de banlieue — particulièrement marquée dans les milieux intellectuels bourgeois — résulte moins d'un consensus socialiste ou d'un État autoritaire peu soucieux de ses citoyens, que d'idées bien arrêtées sur les principes esthétiques de la modernisation nationale. Dans certains pays voisins, et tout particulièrement en Belgique, la construction de masse de maisons individuelles modernes a rendu les grands ensembles inutiles et indésirables. Pourtant, nombre d'observateurs et de décideurs français s'obstinent à associer ce type d'habitat aux lotissements de banlieue où s'agglutinent des pavillons souvent miteux, construits par leurs propriétaires ³³.

50 rationaliser la production 51

Voir Sheila Crane, Mediterranean Crossroads: Marseille and Modern Architecture, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2011, chapitre 5.
 Voir Danièle Voldman, La Reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954, op. cit.;
 Anatole Kopp, Frédérique Boucher et Danièle Pauly, L'Architecture de la Reconstruction en France, 1945-1953, Paris, Le Moniteur, 1982.

³¹ Nicole Rudolph, « Domestic Politics : The Cité expérimentale at Noisy-le-Sec in Greater Paris », Modern and Contemporary France 12, nº 4, 2004, p. 483-495 ; Simone Gille-Delafon, Petites maisons construites depuis la guerre : la cité expérimentale de Noisy-le-Sec, Paris, Ch. Massin & Cie/Librairie centrale des Beaux-Arts, 1951.

³² Voir Marion Segaud, Catherine Bonvalet et Jacques Brun (dir.), *Logement et habitat*, op. cit., p. 227.



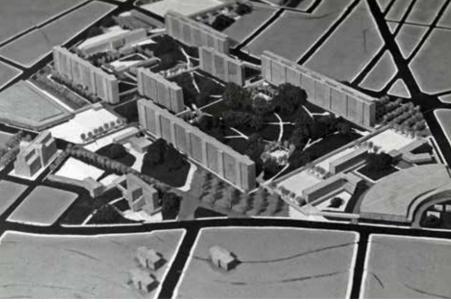


FIGURE 1.6. Grand ensemble de Sotteville-lès-Rouen. Architecte : Marcel Lods, 1944-1952.

On semble avoir oublié les expériences des cités-jardins de l'entre-deuxguerres, et les maisons pittoresques des promoteurs-constructeurs américains comme Levitt n'arriveront en France qu'au milieu des années soixante. Dans cette France d'après-guerre, l'absence de référence positive sur l'habitat populaire de banlieue fait que l'on continue à identifier le pavillon à l'anti-modernité ³⁴. Comme l'a démontré Kristin Ross, dans la culture française de l'époque, « moderne » signifie blanc, propre et net ; appliqué à l'urbain, le terme renvoie à tout ce que les banlieues existantes ne sont pas 35. Les urbanistes et les architectes déplorent l'extension chaotique des lotissements ouvriers construits entre les deux guerres, qu'ils qualifient de « défectueux » [VOIR FIG. 1.8]. Les administrateurs publics partagent ces convictions et sont tout aussi décidés à rompre avec le passé et, en l'occurrence, avec la suburbanisation anarchique du territoire ³⁶. De nombreux sociologues leur emboîtent bientôt le pas, fustigeant le pavillon qui, à leurs yeux, incarne l'individualisme extrême et un système de valeurs petites-bourgeoises, par définition suspect ³⁷. L'architecture moderne, qui s'impose dans les années cinquante, ne fait aucune place à la maison individuelle. Mais si l'on sait ce qui, dans le langage architectural, n'est pas moderne, il reste encore à définir ce qui l'est.

Curieusement, à l'époque de la Reconstruction, le modernisme architectural ne bénéficie pas d'un grand soutien politique. Il est certes défendu par des personnalités importantes, à commencer par le ministre Claudius-Petit - grand ami de Le Corbusier auquel il a confié la réalisation d'un nouveau quartier à Firminy dans les années cinquante, à l'époque où il était maire de la ville —, mais il est encore loin de dominer. Les Congrès internationaux d'architecture moderne (Ciam) accueillent plusieurs architectes français de renom, mais ils n'ont encore que très peu d'influence en France. La culture architecturale officielle reste fortement enracinée dans la tradition Beaux-Arts : les architectes qui remportent les concours publics, ceux qui sont employés par le ministère ou ceux auxquels l'État commande directement des projets de bâtiments publics et de reconstruction sont, dans leur grande majorité, des diplômés de l'École nationale des beaux-arts (Ensba). Vivier du corps d'architectes de l'État, cette institution parisienne va devenir un véritable bastion de l'académisme, mais elle n'est pour autant pas totalement imperméable au modernisme international : les cours d'André Gutton, et plus tard, de Robert Auzelle, introduisent dans le cursus une interprétation de la Charte d'Athènes (adoptée par le Ciam de 1933) qui fera date ³⁸. Pour l'heure, les pouvoirs publics continuent de préférer les lauréats du prestigieux Prix de Rome aux modernistes radicaux. Au sein même

52 RATIONALISER LA PRODUCTION 53

Sur les banlieues de l'après-guerre en Belgique, voir Bruno De Meulder et al., « Sleutelen aan het Belgische stadslandschap », Oase, n° 52, 1999, p. 78-113.
 Levitt France a été fondée en 1963 et a achevé son premier projet en 1965. Voir Isabelle Gournay, « Levitt France et la banlieue à l'américaine : premier bilan », Histoire urbaine, n° 5, 2002, p. 167-188.
 Kristin Ross, Rouler plus vite, laver plus blanc : modernisation de la France et décolonisation au tournant des années soixante, Paris, Flammarion, 2006.

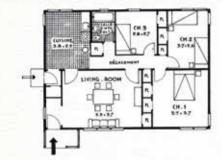
Annie Fourcaut, « Les premiers grands ensembles en région parisienne: ne pas refaire la banlieue ? », French Historical Studies, vol. 27, n° 1, 2004, p. 195-218.
 Susanna Magri, « Le pavillon stigmatisé :

grands ensembles et maisons individuelles dans la sociologie des années cinquante à 1970 », *L'Année sociologique 58*, nº 1, 2008, p. 171-202.

Woir « Cours d'André Gutton et Rober Auzelle » (AN Ensba AJ/52/978).







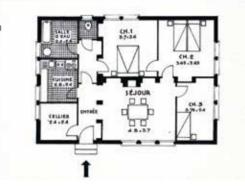




FIGURE 1.7. Modèles de maisons individuelles préfabriquées, construites à Noisy-le-Sec dans le cadre du concours expérimental de 1946 (Cité expérimentale de Merlan).

a) « City Lumber », modèle américain à ossature bois ; b) modèle français « SO-TE-BA » (architecte : Georges Besse), à ossature de béton armé et panneaux de remplissage en ciment; c) modèle français « CIMAP » (architecte: Léon Bailly), à ossature de béton armé et parements en ciment, charpente bois et couverture de zinc.

Petites maisons construites depuis la guerre : la cité expérimentale de Noisy-le-Sec, Paris, Ch. Massin et Cie/Librairie centrale des Beaux-Arts, 1951.

des instances décisionnelles, la hiérarchie des architectes et urbanistes en place accentue également cette résistance au changement ³⁹. En dépit de sa renommée internationale, Le Corbusier n'exerce qu'une influence limitée en France — et le rejet de ses plans pour la reconstruction de Saint-Dié n'a fait que confirmer son rôle relativement marginal —, du moins politiquement ⁴⁰.

En coulisse cependant, on met en place des mesures cruciales pour construire des logements de masse selon des principes résolument modernistes. Les profonds bouleversements du secteur du bâtiment dans les années quarante et au début des années cinquante sont encore plus déterminants : l'industrialisation permet d'envisager la production en série d'unités d'habitation normalisées à moindre coût. En soi, l'idée n'est pas nouvelle. L'industrialisation est l'un des piliers du modernisme architectural depuis le début du xxe siècle. Avec son projet de maison Dom-Ino (1914-1915), Le Corbusier n'était que l'un des nombreux architectes convertis aux principes du taylorisme. L'industrialisation et la standardisation sont inscrites dans le débat français sur la reconstruction depuis 1940, mais sous des dehors moins radicaux et avec un programme moins explicitement social. Désormais des politiciens progressistes s'allient aux architectes modernistes pour tenter de convaincre l'industrie traditionnelle comme la classe politique des vertus de l'industrialisation.

Tout au long des années quarante, la construction de logements n'occupe encore qu'un petit secteur traditionnel, dominé depuis des décennies par des entreprises familiales et des artisans. Les quelques très grandes entreprises de bâtiment apparues dans l'entre-deux-guerres travaillent surtout sur de gros chantiers publics, dédaignant un marché du logement qui se développe encore au coup par coup et reste largement cantonné à l'auto-construction. Lorsque, dans l'immédiat après-guerre, l'État lance des appels d'offre pour de grands projets d'infrastructures et de travaux publics, elles sont les seules à disposer du savoir-faire et des capitaux nécessaires pour y répondre. Le fossé se creuse entre les petits artisans et ces géants du BTP. Les administrateurs publics, soucieux de stimuler la production de logements pour pallier la terrible pénurie, sont de plus en plus convaincus du potentiel de ces grosses structures. Il devient essentiel de les inciter à se lancer dans la construction de logements.

Dans ce secteur, bon nombre de techniques industrielles ont déjà été éprouvées. Dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, des architectes, mais aussi des industriels, ont donné le coup d'envoi de la rationalisation de la construction en produisant en série des éléments préfabriqués. En France, les usines Coignet fournissent ainsi des châssis de fenêtres et des parements de façade en béton préfabriqué. Sous le gouvernement de Vichy, le Comité d'organisation du bâtiment et des travaux publics et l'Association française de normalisation ont encouragé la diffusion de ces techniques, persuadés que ces composants modulaires étaient la clé de la modernisation du secteur du bâtiment. Ces techniques sont davantage une rationalisation des procédés traditionnels de construction qu'une refonte totale des méthodes, des formes ou des typologies. D'autres — à

54 RATIONALISER LA PRODUCTION 55

³⁹ Voir Anatole Kopp, Frédérique Boucher et Danièle Pauly, L'Architecture de la Reconstruction en France, 1945-1953, op. cit.

⁴⁰ À propos de Le Corbusier à Saint-Dié, voir Rémi Baudouï, *Raoul Dautry*, 1880-1951, op. cit., p. 313-316.

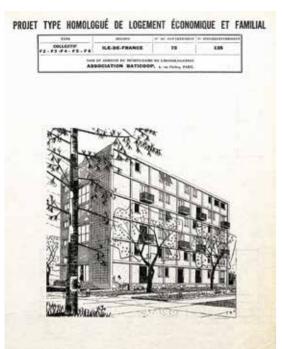
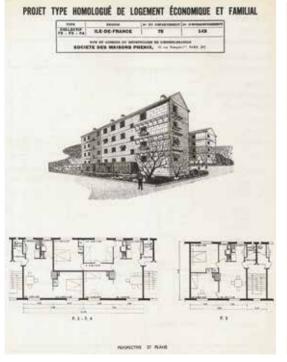
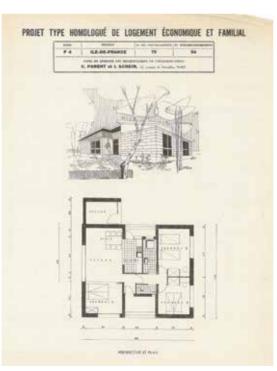
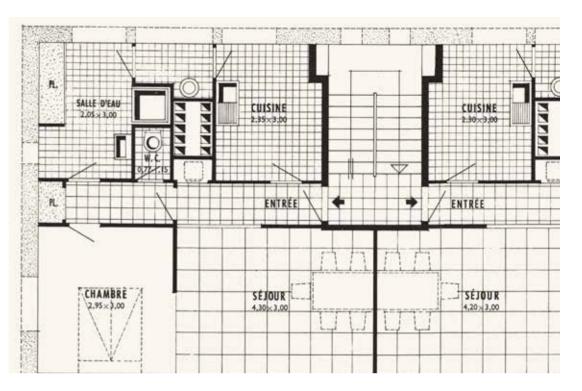


FIGURE 1.16. Immeubles collectifs Logéco, 1953: a) proposition de Baticoop; b) proposition des Maisons Phénix; c) proposition de Ionel Schein et Claude Parent.







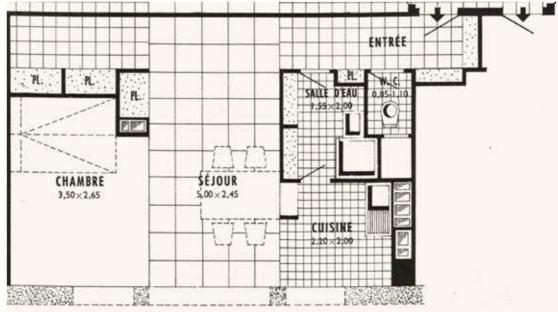


FIGURE 1.17. Deux plans Logéco du catalogue de 1953: a) la cuisine-laboratoire est séparée de l'espace séjour / salle à manger, et b) la cuisine est intégrée à la salle de séjour.

C'est en particulier dans la conception de la cuisine que ces principes trouvent un terrain d'application privilégié : parmi les plans Logéco, certains proposent d'intégrer la cuisine à la salle de séjour, alors que d'autres prévoient une petite « cuisine-laboratoire » destinée uniquement à la préparation des repas [VOIR FIG. 1.17]. Aucun ne présente de véritable cuisine-salle à manger, alors que l'on sait très bien, au moins depuis l'enquête de l'Ined de 1947, que c'est ce type de pièce que réclament les Français, notamment parmi les classes populaires [VOIR FIG. 1.18]. Les architectes et les technocrates à l'origine des plans ont visiblement jugé que cet espace de sociabilité familiale centré sur la préparation des repas et dérivé d'habitudes traditionnelles non urbaines n'avait pas sa place dans le foyer familial moderne des classes moyennes. Dans la nouvelle culture de l'habitat, l'espace central dédié à la vie sociale et familiale est le séjour et non plus la cuisine. Les Logéco posent ainsi les principes de base de la normalisation architecturale et véhiculent par là même des conceptions hautement normatives du quotidien et de la culture domestiques ⁷⁸.

De nombreux architectes d'après-guerre ont toutefois le sentiment que la grande ambition sociale des modernistes de l'entre-deux-guerres – faire de l'architecture le moteur d'une nouvelle société égalitaire – a été inversée : l'architecte doit désormais s'adapter aux mutations rapides qui transforment la société d'après-guerre. L'émergence d'une nouvelle classe moyenne, qui bouleverse la hiérarchie traditionnelle des structures sociales, semble confirmer l'inexorable démocratisation de la France. Cette conviction pousse les architectes de tous bords politiques et esthétiques à adopter pour l'habitat un langage formel simple et moderne 79. Les formes architecturales et ornements traditionnels des logements sociaux construits entre les deux guerres par les organismes municipaux – avec une nette différentiation des types d'appartements selon la classe sociale — sont désormais proscrits 80. Le logement de masse s'articule à présent autour d'une cellule universelle, dont la conception rationnelle et le confort moderne promettent de satisfaire à la fois les ouvriers et une nouvelle classe moyenne moins attachée aux signes extérieurs de statut et de richesse. Le fonctionnalisme n'est plus l'idéologie radicale d'une avant-garde mais l'outil tout désigné pour concevoir à peu de frais un appartement standard adapté à tous les

À l'universalité de la cellule fait pendant l'universalité de ses occupants, que l'immense machine de production de logements perçoit à présent comme de simples variantes statistiques d'un « usager moyen » que personne ne remet en question. Les architectes qui travaillent pour la commande publique se trouvent confrontés à une nouvelle catégorie d'usagers anonymes. Alors qu'ils étaient plus habitués à traiter en direct avec un client privé, ils doivent à présent concevoir des logements pour cette masse inconnue, qui recouvre une multitude

Anthropology of the Fifth Republic, Cambridge, Cambridge University Press, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 1991 (adaptation anglaise de La Seconde Révolution française, 1965-1984, Paris, Gallimard, 1988).

80 Marie-Jeanne Dumont, Le Logement social à Paris 1850-1930, op. cit.

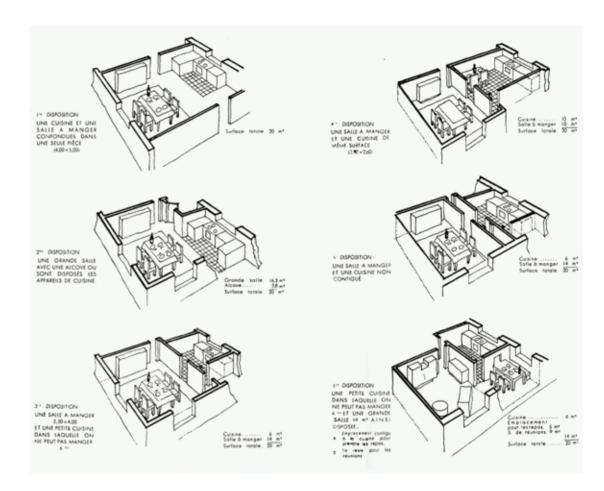


FIGURE 1.18. Six dispositions possibles pour la cuisine et la salle à manger, présentées dans le cadre du sondage de l'Ined sur le logement en 1947. La première option (en haut à gauche), regroupant la cuisine et la salle à manger dans une seule pièce, convient à 6 % des personnes interrogées. La deuxième (au centre à gauche), choisie par 4 % des sondés, est identique, mais la cuisine est logée dans une alcôve. La troisième (en bas à gauche) approuvée par 19 % des sondés, comporte une petite cuisine et une salle à manger séparées. La quatrième (en haut à droite) propose une grande cuisine avec coin-repas et une vraie salle à manger séparée; cette

configuration remporte 28 % des suffrages et est surtout appréciée des ouvriers, fonctionnaires et salariés. Dans la cinquième proposition (au centre, à droite), qui a la préférence de 18 % des répondants, un couloir sépare la cuisine de la salle à manger. Enfin, la dernière configuration (en bas à droite), retenue par 24 % des sondés, propose une petite cuisine reliée à un coin-repas intégré au salon.

Alain Girard, Une enquête par sondages : désirs des Français en matière d'habitation urbaine, Paris, Presses universitaires de France/Institut national d'études démographiques, 1947, p. 48-49.

76 LA BANLIEUE, UN PROJET SOCIAL 77

Nicole Rudolph, «At Home in Postwar France: The Design and Construction of Domestic Space 1945-1975 », thèse de doctorat, université de New York, 2005, multig.

⁷⁹ Sur la désintégration des structures de classe traditionnelles dans la France de l'après-guerre, voir Henri Mendras, Social Change in Modern France: Towards a Cultural



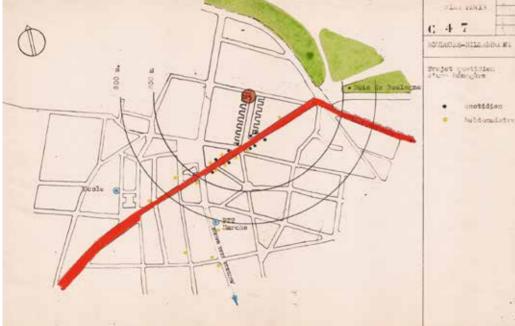


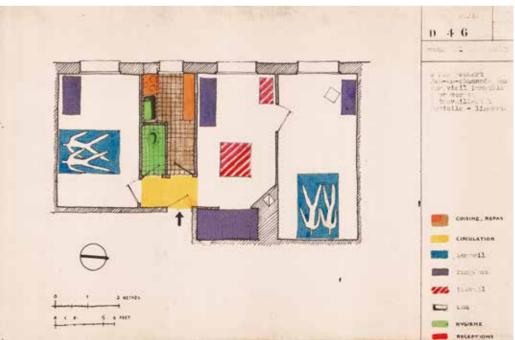
FIGURE 2.7. Sélection de planches de présentation de l'étude sur Boulogne-Billancourt réalisée par le Ciam-Paris en 1953.

a) Carte de repérage du domicile des employés travaillant à Boulogne-Billancourt, démontrant que, contrairement à ce que pensaient les aménageurs, la plupart des employés n'habitent pas près de leur lieu de travail.

b). Trajets et destinations quotidiens et hebdomadaires d'une ménagère par rapport à son domicile (point rouge).

c) Carte montrant la répartition géographique inégale des commerces alimentaires de proximité, dont certains sont regroupés (ovales rouges). Bouchers et boulangers:1 pour 100 habitants; crémiers et épiciers:1 pour 285 habitants.





d) Analyse du plan d'étage d'un appartement dans un immeuble ancien, occupé par quatre personnes dont deux travaillent à domicile dans « le linge » (sans doute comme couturières ou blanchisseues). Les hachures rouges, indiquant les lieux d'activité professionnelle, vont à l'encontre de la stricte séparation des lieux de vie et de travail prônée par la plupart des architectes modernes.

108

Chombart a pu réaliser son étude sur Paris grâce à ses contacts avec plusieurs architectes qui construisent alors de nouveaux quartiers d'habitation en périphérie de la capitale. La rencontre la plus fructueuse est celle de l'architecte-urbaniste Robert Auzelle, qui a engagé le chantier de la cité de la Plaine, à Clamart, commune du sud-ouest parisien sur laquelle travaille aussi Chombart. Cette collaboration permet au sociologue de voir de près les problèmes de logement et les solutions en phase de développement — après les reconstructions d'urgence et avant la prolifération massive des grands ensembles de la fin des années cinquante. Dès le lendemain de la guerre, le maire de Clamart a lancé un vaste programme de construction de logements qui a abouti à la création, en 1947, d'un office municipal de logement social (qui deviendra l'OPHLM de la Ville de Clamart); et il a chargé Auzelle de dresser le plan d'aménagement d'une opération qui, au final, comptera plus de deux mille logements.

Pour s'acquitter de cette mission, Auzelle va s'appuyer sur l'étude sociologique qu'a réalisée Chombart sur le secteur d'implantation du projet : le Petit-Clamart, un quartier relativement isolé, présentant le tissu social et physique caractéristique de ce que Chombart appelle un « faux-village de la banlieue périphérique ». À partir de photographies aériennes et de cartes, le sociologue a mis en évidence la fragmentation du tissu de lotissements pavillonnaires, relevé les groupes de petits commerces et d'équipements autour desquels s'organise la vie communautaire, analysé les lieux de rencontre sociale, les espaces récréatifs et les services publics en place. Son étude brosse ainsi un tableau détaillé de la vie sociale du secteur, déterminée à la fois par son éloignement géographique de Paris et sa dépendance économique et sociale vis-à-vis de la capitale [VOIR FIG. 2.8].

Mais Chombart ne s'arrête pas à la description ou à l'analyse. Il émet également un certain nombre de recommandations spécifiques pour le nouveau quartier d'habitation. Il réclame en premier lieu une étude sociologique supplémentaire de la région environnante, étendue aux banlieues et villages voisins. Il préconise ensuite de rendre les nouveaux logements accessibles à des employés disposant du même niveau de revenus que la population locale, sans quoi, prévient-il, « il se créera une tension entre deux groupes de quartier, du fait des classes sociales en présence ²⁸ ». Dans le même esprit, il suggère de permettre à une partie de la population historique de s'installer dans le nouveau quartier d'habitation. Il souligne la nécessité d'améliorer les liaisons de transports en commun avec Paris et les banlieues environnantes, et d'implanter davantage d'équipements et organismes culturels. Il lui paraît également essentiel de revoir les infrastructures et le réseau viaire des lotissements existants afin d'atténuer le contraste entre le bâti ancien et le nouveau. Soucieux d'éviter l'écueil de la ségrégation sociale et donc, les risques de conflits sociaux, il souhaite enfin assurer l'intégration sociale et spatiale du nouvel ensemble aux quartiers existants 29.

Lorsqu'il remanie le plan d'aménagement de la cité de la Plaine, Auzelle s'efforce de tenir compte de ces recommandations, tout du moins dans la mesure de leur faisabilité. À mi-chemin entre l'académisme des Beaux-Arts et le modernisme architectural des Ciam, Auzelle se démarque de ces deux courants,





CAFÉS

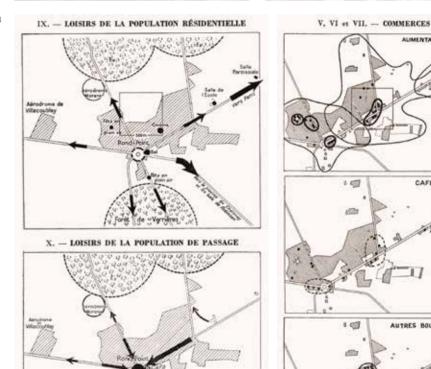


FIGURE 2.8. Vues aériennes et schémas du Petit-Clamart: a) loisirs de la population résidentielle, b) groupes de commerces alimentaires.

Paul-Henry Chombart de Lauwe, Paris et l'agglomération parisienne, Paris, Presses universitaires de France, 1952, p. 230, 235-236

110 111 LA BANLIEUE, UN PROJET SOCIAL

²⁸ Paul-Henry Chombart de Lauwe, Paris et l'agglomération parisienne, op. cit., p. 240.

²⁹ *Ibid.*, p. 228-240.









FIGURE 3.16. La Grande Borne (Grigny, Essonne). Architecte: Émile Aillaud. Mise en couleur: Fabio Rieti. Sculptures de pigeons: François Lalanne. Photographie aérienne de Alex MacLean.

FIGURE 3.15. Plan de La Grande Borne (Grigny, Essonne), 1963-1974. Architecte : Émile Aillaud.

180



FIGURE 3.17. La Grande Borne (Grigny, Essonne). Architecte: Émile Aillaud. Photographie d'Eustachy Kossakowski, 1972.

charme ou le dynamisme. Cette image naturaliste et anthropomorphique de la ville animée a fait de l'animation un instrument socio-technique efficace pour recréer de l'urbanité dans les banlieues françaises. Si le concept d'animation reconnaissait que la participation active des habitants était un facteur déterminant de la réussite ou de l'échec des cités, il n'a pas pour autant évacué l'importance du plan d'urbanisme ni l'autorité de l'architecte. Les préoccupations sociales se sont au contraire traduites par des interventions spatiales et ont inspiré des expériences architecturales — sur les équipements collectifs, mais aussi sur la conception du paysage urbain dans son ensemble. Ces initiatives ont débouché sur des modèles alternatifs, souvent présentés comme une révision radicale ou une critique ouverte des anciens grands ensembles.

Dans les années soixante, l'urbanisme des grands ensembles s'articule donc à bien des égards autour de la volonté de les animer. Conçues pour surmonter les inconvénients de l'habitat collectif, les techniques d'animation reflètent autant l'élargissement du champ de l'action sociale que les ambitions du modernisme architectural d'après-guerre. Les administrateurs publics et les urbanistes jouent un rôle de premier plan pour assurer non seulement une production efficace de grands ensembles, mais également une «consommation heureuse» de ces espaces. La « grille d'équipements » est le premier instrument qui permet de concrétiser ces ambitions dans des programmations et interventions urbaines. Elle fait certes peser de lourdes contraintes bureaucratiques sur les institutions de la vie communautaire, mais les études qui l'accompagnent ouvrent sur des interprétations plus complexes de la vie sociale, qui influencent à leur tour les aménagements. À terme, des stratégies novatrices d'aménagement urbain et architectural donneront vie à ces quartiers construits de toutes pièces. C'est du moins ce qu'espèrent de nombreux architectes, urbanistes et décideurs institutionnels confrontés au problème de l'habitat collectif de masse dans les années soixante.

En prenant ses distances avec les principes du Team X, l'urbanisme des grands ensembles a peu à peu induit un changement de mentalité : au nom de l'animation, les habitants sont considérés d'un côté comme des bénéficiaires passifs d'unités d'habitation, et d'un autre, comme des sujets actifs de leur environnement urbain. Il ne s'agit ni d'émanciper l'habitant par un réel transfert de pouvoir ni de lui donner l'illusion d'être un « usager » alors qu'il n'est qu'un rouage du capitalisme d'État: cette approche s'inscrit plutôt dans une dynamique de pouvoir complexe où la liberté des habitants et l'intervention de l'État ne sont pas nécessairement antithétiques mais participent du même projet : créer des quartiers où il fait bon vivre. Il fallait pour cela intégrer la sociologie à l'aménagement urbain et reconnaître l'importance de la diversité des approches architecturales, et du même coup, rompre progressivement avec la doctrine moderniste telle qu'elle s'exprimait dans la première génération de grands ensembles.

La formule du grand ensemble n'a pas été gravée dans le marbre par les Ciam de l'entre-deux-guerres, pas plus qu'elle n'a été inventée pendant la Reconstruction, ou inaugurée par Marcel Lods et Eugène Beaudouin à la cité

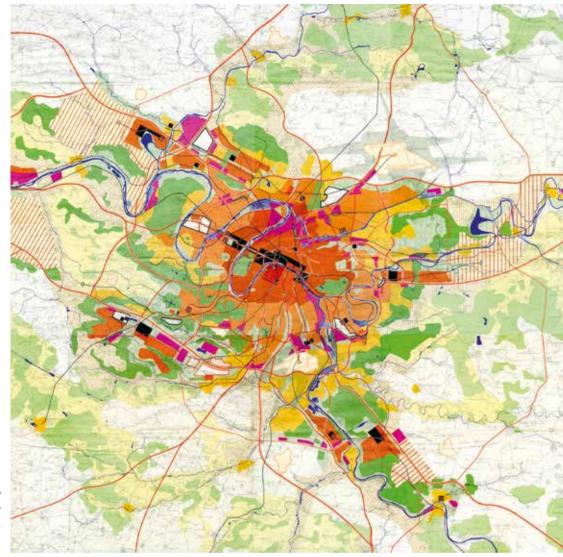


FIGURE 5.1. Schéma directeur d'aménagement de la région parisienne, 1965. Contrairement aux plans précédents, celui-ci implante de grands centres urbains (zones noires) en dehors du centre existant de Paris, alloue de grandes superficies aux aménagements suburbains à venir (rayures oranges) et relie la ville à la région environnante par un réseau de grands axes routiers (rouge) et de voies ferrées (noir). Les zones agricoles et forestières avoisinantes (nuances de vert) sont ici reconverties en zones de loisir qui desserviront la capitale.

District de Paris/Premier ministre, Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région de Paris, Paris, 1965.

Programmer les villes nouvelles

À partir des années soixante, l'orientation va changer. La nécessité de concevoir la ville dans sa totalité s'imposera de plus en plus : chaque grande opération nouvelle doit être étudiée et réalisée selon une conception d'ensemble du développement urbain. En outre, il ne s'agit plus seulement de loger les habitants, mais aussi d'aménager leur cadre de vie : les grands ensembles font apparaître les inconvénients d'un urbanisme pauvre en créations architecturales de qualité et en équipements destinés à la vie sociale de la cité. Cette orientation conduit à un urbanisme de villes nouvelles ¹.

Quand Pierre Viot, expert en planification régionale, décrit ce tournant en 1969, c'est au projet officiel des villes nouvelles de Charles de Gaulle qu'il pense. Lancée en 1965, soit vingt ans après les New Towns britanniques, cette initiative s'inscrit dans le cadre du Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région de Paris (SDAURP) qui se détourne résolument du « malthusianisme » des plans précédents, caractérisés par une délimitation relativement stricte des zones de développement urbain² [VOIR FIG. 5.1]. Au lieu de décongestionner le centre ville et de densifier la périphérie, les urbanistes cherchent à favoriser le développement économique et à induire une croissance urbaine exponentielle allant bien au-delà des limites de la ville existante. La forte croissance économique et démographique qui, depuis 1945, a totalement remodelé la région parisienne est extrapolée à un lointain avenir : les urbanistes prévoient qu'à échéance 2000, Paris ne comptera pas moins de quatorze millions d'habitants et son périmètre aura doublé de taille. Révélateur de l'optimisme des années soixante, le schéma directeur porte indéniablement la marque de Paul Delouvrier, un « homme d'action » charismatique chargé par De Gaulle de moderniser la nation et de lui rendre la grandeur qu'elle mérite 3.

Pour répondre à cette croissance urbaine sans précédent, Paul Delouvrier et son équipe doivent mettre au point une nouvelle approche afin d'envisager «la ville dans sa totalité », depuis les aspects concrets du quotidien jusqu'à la

238 239

structure abstraite du territoire urbain au sens large. Soucieux de rompre avec la monotonie des grands ensembles et le plan radioconcentrique « oppressant » de Paris, ils choisissent d'orienter la future extension urbaine sur deux grands « axes préférentiels », le long desquels apparaîtront de grandes villes nouvelles censées absorber la croissance projetée [VOIR FIG. 5.2]. Ces villes nouvelles seront cinq fois, voire dix fois plus grandes que les ensembles d'habitation existants comme Sarcelles et Toulouse-Le Mirail et que les New Towns britanniques 4. Elles doivent surtout être de «vrajes villes» plutôt que des cités-dortoirs. Déterminés à adopter une approche globale du «cadre de vie» des habitants, les urbanistes promettent de construire les villes selon des modalités radicalement novatrices. Jusqu'à présent, dans le monde entier, le concept même de ville nouvelle — des communautés suburbaines anglo-américaines inspirées par la cité-jardin de Ebenezer Howard aux projets russes de villes nouvelles délocalisées autour des industries lourdes — s'articulait sur un idéal antiurbain. Vision que les urbanistes français étendaient même aux vastes espaces déserts de Brasilia et de Chandigarh construites sur le principe de la table rase. Maintenant qu'ils doivent implanter la plupart de leurs villes nouvelles au cœur ou à proximité de banlieues existantes, ils sont confrontés à un défi presque diamétralement opposé : pour véritablement décentraliser la capitale et le pays, il faut conférer à ces banlieues une identité urbaine qui leur soit propre. Mais comment créer de toutes pièces un caractère urbain? Si, comme le souligne Pierre Viot, l'offre de logement est insuffisante et les grands ensembles constituent désormais plus un problème qu'une solution, à quels outils, à quels programmes et à quelles méthodes recourir pour créer cette urbanité? Si la ville ne se limite pas aux quatre fonctions postulées par les modernistes de l'entre-deux-guerres, comment la concevoir sur la table à dessin dans toute sa complexité, sa diversité et son dynamisme?

Villes nouvelles, nouvelles questions

Au-delà de toutes les ambitions et attentes associées au projet des villes nouvelles, les aménageurs savaient pertinemment que les méthodes et les modèles existants étaient, par définition, insuffisants. Les habitants, les journalistes et d'autres observateurs dénonçaient depuis longtemps la monotonie de la vie sociale dans de nombreuses cités et, plus généralement, le manque d'équipements dans les banlieues. Les urbanistes des villes nouvelles étaient tous d'accord sur ce point et incriminaient les grands ensembles — dont certains

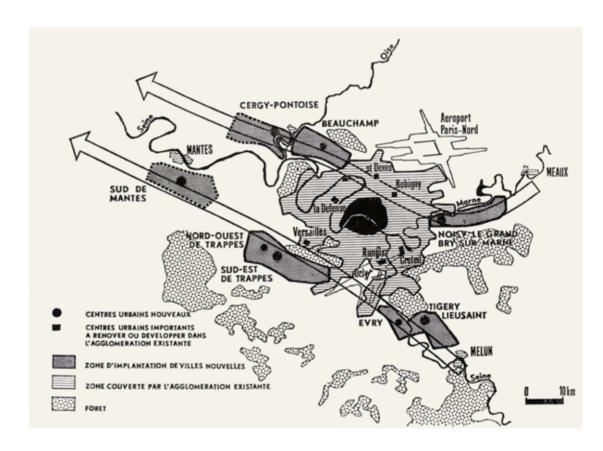


FIGURE 5.2. Les deux axes préférentiels pour Paris guident l'emplacement des villes nouvelles sur un graphique fondé sur le Schéma directeur d'aménagement régional de 1965. À terme, cinq villes nouvelles naîtront de ce premier plan : Cergy-Pontoise, Évry, Trappes, Marne-la-Vallée (d'abord appelée Noisy-le-Grand/Bry-sur-Marne) et Melun-Sénart (initialement appelée Tigery-Lieusaint).

Pierre Merlin, *Les Villes nouvelles*, Paris, Presses universitaires de France, 1969, p. 262

240 LA BANLIEUE, UN PROJET SOCIAL 241

Pierre Viot, «Les villes nouvelles en France: avenir ou fiction?», Revue Projet, juillet-août 1969.

² Voir le Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région de Paris (SDAURP), Paris, District de Paris/Premier ministre, 1965. Voir aussi François Fourquet et Lion Murard, La Naissance des villes nouvelles:

anatomie d'une décision (1961-1969), Paris, Presses de l'École nationale des ponts et chaussées. 2004.

³ Voir Roselyne Chenu, *Paul Delouvrier ou la Passion d'agir*. Paris. Seuil. 1994.

⁴ Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région de Paris, op. cit., p. 70-71. Voir aussi Frédérique Boucher, « Les modèles étrangers », Cahiers de l'IHTP [Institut d'histoire du temps présent], n° 17, 1990, p. 23-34.

salle de bains et les toilettes, exactement comme à Montereau. La gaine est une colonne porteuse qui, avec l'ossature des façades de béton, assure la cohésion de la structure, de sorte qu'aucun poteau n'encombre le plateau. Les éléments types de façade, proposés aux habitants dans une gamme de couleurs, ont davantage de visibilité qu'à Montereau, de sorte que la façade révèle davantage les choix individuels [VOIR FIG. 7.13.]. Mais la grande différence est ailleurs : les appartements de Bordeaux-le-Lac ne sont pas proposés en location mais en accession. Si, dans un premier temps, les administrateurs et les sociologues sont passés à côté, l'office HLM, lui, a sans doute compris que des acheteurs, qui resteraient plus longtemps dans leurs appartements, s'investiraient davantage que des locataires dans la conception participative. L'un des facteurs clés de réussite des expériences participatives est donc aussi une question de classes sociales, ce que les experts mettent du temps à reconnaître. Une enquête de 1974 commandée par le Plan-Construction conclut à contrecœur que «les pauvres et les classes ouvrières» constituent le groupe social « résistant le plus à l'innovation architecturale ⁷³ ». Les plus réceptifs étant les « élites intellectuelles », les « artistes et enseignants », et certains segments des classes moyennes et supérieures – qui deviennent naturellement les principales catégories cibles de ce type d'opération.

Au même moment, l'État finance une autre expérience d'habitat industrialisé évolutif : le système constructif d'éléments préfabriqués en acier léger mis au point par le Groupement pour l'étude d'une architecture industrialisée (GEAI), regroupant les architectes Marcel Lods, Paul Depondt et Henri Beauclair, et les industriels Aluminium Français et Saint-Gobain 74. Les architectes présentent leur procédé comme un «Meccano géant» qui ne nécessite pas plus de deux ouvriers pour monter un immeuble entier 75. Le matériau le plus adapté à la production de logements industrialisés n'est pas le béton, assurent-ils, mais l'acier : « C'est une architecture "adaptable" que nous avons l'impérieux devoir de créer aujourd'hui. Et pour elle, la construction légère, les éléments mobiles, les formes modifiables sont une nécessité absolue 76. » Le procédé autorise de grandes portées de planchers et permet de créer de vastes plateaux dégagés de toute colonne et pouvant être facilement cloisonnés selon une riche palette de configurations. Il est expérimenté à grande échelle dans le quartier de la Grand-Mare à Rouen: entre 1967 et 1969, 500 logements sociaux locatifs sortent ainsi de terre, respectant rigoureusement les surfaces maximales et les coûts de construction définis au cahier des charges 77 [VOIR FIG. 7.14]. Contrairement à ce qui s'était fait à Montereau et à Bordeaux-le-Lac, le promoteur n'informe pas les habitants des possibilités d'évolutivité du système constructif; certains ne découvrent les choix d'agencement de leur appartement qu'après leur entrée







FIGURE 7.14. La Grand-Mare. Mise en place des planchers du système GEAI sur le chantier et détail des façades. Architectes: Marcel Lods, Paul Depondt et Henri Beauclair.

368 LA BANLIEUE, UN PROJET SOCIAL 369

⁷³ Capem (Centre d'analyse et de prévisions immobilières), « Enquêtes auprès des utilisateurs : rapport de synthèse », Paris, Plan-Construction, 1974, p. 42.

⁷⁴ Voir « GEAI (Groupement pour l'étude d'une architecture industrialisée) — L.D.B.», *Techniques et architecture*, n° 292, avril 1973, p. 76-77.

⁷⁵ Voir Marcel Lods, « Une expérience de 500 logements HLM à Rouen dans la Zup de la Grand-Mare en système industrialisé

GEAI », Techniques et architecture, vol. 29, nº 5, septembre 1968, p. 62; « La Grand-Mare, à Rouen », Bâtir, nº 174, avril 1969, p. 42-51.

76 Marcel Lods, « Une expérience de 500 logements HLM à Rouen dans la Zup de la Grand-Mare en système industrialisé GEAI »,

 ⁷⁷ Voir Joseph Abram et Daniel Gross,
 « Bilan des réalisations expérimentales en matière de technologie nouvelle », op. cit.,
 p. 61.



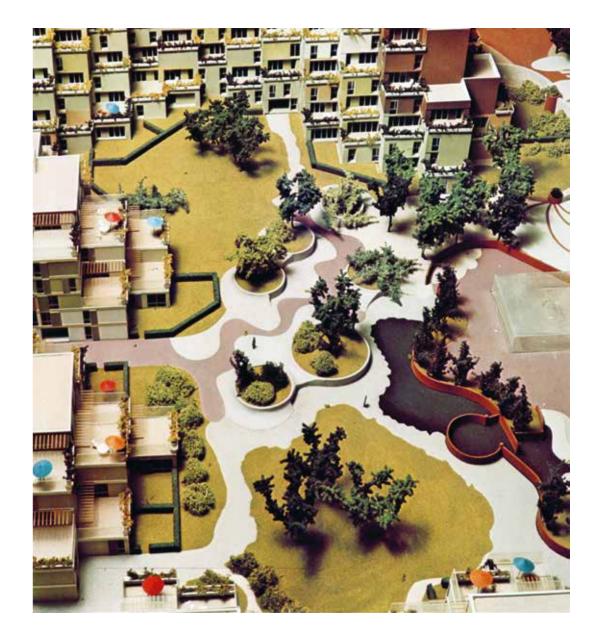


FIGURE 7.21. Plan directeur du quartier d'Évry I, présenté par Andrault et Parat dans le cadre du concours pour Évry. Outre le programme de logements, la cité prévoit des équipements scolaires, sportifs et socio-éducatifs (en bleu) ; des fonctions tertiaires (en violet), des équipements administratifs, un poste de police et une église (en noir) ; des lieux de récréation (en brun) ; des commerces (en rouge) ; une desserte d'autobus (en rouge) et un vaste plan d'eau au centre.

Cahiers de l'IAURP, n° 31, 1973, p.55.

FIGURE 7.22. Maquette du quartier d'Évry I vers 1973, montrant le soin porté à l'aménagement des espaces publics.

380





Figure C.1. Les Espaces d'Abraxas à Marne-la-Vallée. Architecte : Ricardo Bofill.

Figure C.2. La démolition de l'une des tours de la cité des Minguettes, en 1977.

semble frapper personne que c'était précisément en ces termes que les professionnels et les décideurs envisageaient et définissaient le métier vingt ans plus tôt. Les nouveaux habits postmodernes des grands ensembles français cachent désormais les appartements derrière les façades, mais aussi tout le projet social de l'architecture moderne. Ce rhabillage gomme la complexité de trente années d'expérimentation et jette un écran de fumée sur les promesses non tenues et les écueils potentiels de la participation.

Nous avons voulu, dans le présent ouvrage, faire l'archéologie de cette histoire. Contrairement à l'idée reçue qui voudrait, qu'en France, l'urbanisation d'après-guerre se soit appuyée sur une doctrine unique ou sur une culture figée du modernisme architectural, notre étude a mis en évidence sa nature éminemment expérimentale. Un réseau mouvant de professionnels et d'experts de diverses disciplines ont non seulement produit des bâtiments et des grands ensembles, mais ont aussi étudié de près la vie de ce qui se construisait. Les boucles de retour d'information entre ces différents domaines — parmi lesquels les sciences sociales ont joué un rôle essentiel de médiation avec l'État, qui faisait office de plate-forme centrale — ont orienté le cours de l'architecture moderne et, du même coup, donné leur visage aux banlieues françaises. La sociologie n'a pas simplement apporté à l'architecture un imaginaire ou une sensibilité marquée pour la critique sociale. S'il n'a jamais été possible d'intégrer totalement les savoirs sociologiques à la conception architecturale, les sociologues ont surtout permis aux architectes de pénétrer l'univers fécond et jusqu'alors inconnu de l'accueil, de l'usage, de la consommation et de l'évolution de leurs réalisations – en un mot, de leur vie sociale. Bien qu'elles aient été récupérées et présentées comme les signes annonciateurs d'un nouvel état d'esprit, certaines grandes notions théoriques comme la production de l'espace ou le quotidien, sont en fait directement issues du modernisme d'après-guerre, et n'ont pas succédé au mouvement d'urbanisation galopante et de modernisation étatique des Trente Glorieuses, mais l'ont bel et bien accompagné. Il est toutefois un concept qui a permis aux architectes et aux aménageurs français de comprendre — mais pas forcément de pénétrer – cet univers qui débordait du cadre maîtrisable de la conception : celui d'usager. Issue des abstractions sociales de l'État-providence, la figure de l'usager s'est transformée au fil de l'urbanisation rapide, et avec l'essor de l'action sociale et l'émergence d'une culture consumériste. Passant peu à peu du statut de bénéficiaire passif de services publics à celui de consommateur créatif, puis de participant actif, l'usager a mis en évidence le contraste de plus en plus marqué entre urbanisation publique et urbanisation privée ¹⁵.

Notre étude ne cherche aucunement à réhabiliter le régime bureaucratique français. Les « bonnes intentions » des nombreux aménageurs, sociologues, architectes et administrateurs de l'époque ne sauraient ni excuser ni totalement expliquer la pauvreté et la ségrégation spatiale qui règnent aujourd'hui dans les

402 QUE RESTE-T-IL DU PROJET SOCIAL? 403

Voir Kenny Cupers (dir.), Use Matters: An Alternative History of Architecture, Londres, Routledge, 2013.

Index

[Les numéros de pages en gras renvoient aux figures.]

ABBÉ PIERRE, Voir DE GROUÈS, Henri,

ABERCROMBIE, Patrick: 47.

Abraxas, Les Espaces (grand ensemble, Marne-la-Vallée): 401, 402.

ADER, Jean: 379.

Agences d'urbanisme: 260.

Agora (Évrv): 284, 285, 286, 287, 308, 327, 328, 329-331, 332, 333, 334, 335-337, 339, 341.

Agora de Dronten (Pays-Bas): 305, 306,

AILLAUD, Émile: 73, 87, 88, 123, 176, 179,

180, 181, 182.

Aix-en-Provence: 26, 105.

ALEXANDER, Christopher: 269-270, 277.

Alger: 106, 362.

Algérie: 95, 106, 186, 193, 362.

ALLÉGRET, Jean: 218.

Allemagne: 43, 131. Voir aussi Cité du fer à cheval; Nordwestzentrum; Nouveau Francfort; Siedlungen; Siemensstadt; Stalinallee; Weissenhof; Westhausen. Alma-Gare (Roubaix): 235, 398.

Alpha-Ingénierie (bureau d'études): 371.

Aluminium Français (entreprise industrielle): 368.

AMIOT, Michel: 266. Amsterdam: 14,303.

ANDRAULT, Michel: 342, 343, 379, 382.

Angers: 60.

Annecy, hypermarché: 311.

ANSELME, Michel: 65.

« Arabersiedlung » (immeuble en pyramide, Casablanca): 379.

Arc-Foncière (promoteur immobilier, Villeneuve): 223, 228.

Archigram (groupe britannique d'avantgarde): 295, 361. Voir aussi Plug-in City.

Architecture for Humanity (ONG

américaine): 404.

Architecture Principe (groupe): 265. Arlequin (quartier, Grenoble): 220, 223, 229, 230, 231-232,

ARRETCHE, Louis: 49.

ARROU-VIGNOD, Michel: 377n.

ARSÈNE-HENRY, Luc et Xavier: 82, 86, 87, 173, 176, 177, 364, 365, 366, 367.

Art nouveau: 163.

Association d'anthropologie

appliquée: 366.

Association des résidents du grand

ensemble: 207.

Association française de normalisation

(Afnor): 55.

Association sarcelloise (A.S.): 185, 195, 197, 199, 200-205, 207-208, 213, 233, 207n.

Atelier de Montrouge: 26, 272, 273, 274,

276, 277, 278, 281, 308, 371.

Atelier d'urbanisme et d'architecture

(AUA): 26, 218, 270, 359, 379. Atelier des bâtisseurs-Afrique

(Atbat-Afrique): 106.

Atelier Tony Garnier: 267-268.

AUBERT. Yves: 159, 170. AUFFRET, Henri: 49.

AUJAME, Roger et Édith: 106.

AUZELLE, Robert: 53, 89, 90, 109, 110, 112-113, 114, 155, 260, 264, 267-268,

295.

AVERMAETE, Tom: 105. Bagnols-sur-Cèze: 362. BAILLY, Jean: 210, 211, 235.

Briev: 79.

Cité du fer à cheval.

Brillaud de Laujardière, Marc: 49.

Britz (Berlin, Allemagne): 79. Voir aussi

Brooklyn (New York, États-Unis): 81. BAILLY, Léon: 54. Balency-Briard (entreprise de Bron-Parilly (grand ensemble): 60, 82, construction): 349. 86, 143, 205. Balladins (quartier, Grenoble): 231-232. Brown, Neave: 389. BANHAM, Revner: 295, 338. Buxelles (Belgique): 163, 376, 398. Voir aussi La Maison du peuple. BARDET, Gaston: 16, 112, 155-156, 268. Bureau de sociologie et de psychologie BARDET, Jacques: 392. appliquées (Cofremca): 126, 235. BARTHES, Roland: 277. Bureau d'études sociotechniques : 117. Baticoop: 65-66, 73, 74. Voir aussi Bures-Orsay (grand ensemble): 173, 174, Logéco. BAUDRILLARD, Jean: 262, 266, 269, 315, 317. CACCIARI, Massimo: 270, 376. 338, 395. Caen: 217. BAUER, Gérard: 358. Caen-Hérouville: 173, 175. BEAU, Dominique: 389, 390. Caisse des dépôts et consignations BEAUCLAIR, Paul: 368, 369, 370. (CDC): 64, 138, 187, 199. BEAUDOUIN, Eugène: 38, 81, 163, 183. Caluire: 311. Belgique: 40, 51, Voir aussi Bruxelles. Camden (Grande-Bretagne): 389. Belmont, Joseph: 302. CAMELOT, Robert: 173, 174, 322. BERCE, Jacques: 218. CAMUS. Raymond: 58, 61, 354. BERGER, Gaston: 118, 125, 295. CANACOS, Henri: 210. BERGSON, Henri: 112. CANAUX, Jean: 260. BERNARD, Claude: 117. Candilis-Josic-Woods: 172, 173, 175, 274, BERNARD, Henry: 217-218, 247, 263. BERNARD, Marc: 128. CANDILIS, Georges: 106, 171, 267. Besançon: 201. Carrefour (enseigne de BESSE, Georges: 54. supermarché): 310, 311, 324, 329. BLOCH-LAINÉ, François: 205, 249. CARNÉ, Marcel: 165, 166, BODIANSKY, Vladimir: 106, 163. Casablanca (Maroc): 106, 379. BOFILL, Ricardo: 271, 401, 402. CASTELLS, Manuel: 213, 232. Boileau, Louis-Hippolyte: 189n. CASTEX, Jean: 401. Boileau, Roger: 189n - conception de Castors, mouvement des: 65, 97, 146, 189, Sarcelles: 72, 139, 176, 177, 178, 188, 189, 190, 201. 190, 293, 294. Catalogue des plans types (1953): 71. Bois de Lochères (grand ensemble): 189, Voir aussi Logéco. Centre d'études des équipements Bordeaux-le-Lac (ensemble d'habitation résidentiels (Ceder): 129, 148, 161. de La Clairière du Lauzun): 366, 367, 368. Centre d'études sociologiques : 117n. Bordeaux: 9, 117, 121, 122, 264, 288, Centre d'études, de recherches et de Voir aussi Cité de Pessac. formation institutionnelles (Cerfi): 262. BOSCHER, Michel: 377n. 266. Bouches-du-Rhône (département): 234. Centre de recherche sur Bouchez, Morax et Montès l'urbanisme: 260. (architectes): 389, 391. Centre de recherches d'architectures BOUDON, Philippe: 270, 279, 281, 358. modulaires (Cram): 359. Centre de recherches économiques et Boulogne-Billancourt: 60, 106, 108.

sociales (Ceres): 129. BOURDEIX, Pierre: 82, 86. Centre de sociologie urbaine (CSU): 232, Boussiron (entreprise): 58. 234, 266, 395, 117n. Bouygues (promoteur): 329, 371. Centre éducatif et culturel (Yerres): 300. Brasilia (Brésil): 187, 240. Voir aussi Les Marelles.

Centre scientifique et technique du

bâtiment (CSTB): 57.117.126.127.

Cergy-Pontoise (ville nouvelle): 241, 245-246, 248, 252-253, 254, 256, 263, 272, 289, 300, 308, 321, 324, 325, 326, CHABAN-DELMAS, Jacques: 318. Chailly-en-Bière: 329. CHALANDON, Albin: 253, 346. CHAMBOREDON, Jean-Claude: 350, 384. Chandigarh (Inde): 240. Charte d'Athènes (1933): 53, 81, 99, 103, 105, 112, 115, 151, 156, 158, 161, 259, 267, 291, 359, 401, Charte de l'habitat: 103. Chevilly-Larue: 71. Снеметоу, Paul: 271, 359. CHEVALIER, Louis: 102, 155. CHOMBART DE LAUWE. Paul-Henry: 25. 92, 100, 102-103, 104, 106-107, 110-113, 115-127, 132-133, 148-149, 154, 156, 166, 169, 260, 264, 266, 268, 279, 351, 355. CIRIANI. Henri: 219, 224. Cité de la Muette (groupe d'habitation, Drancy): 38, 40, 81, 184. Clamart): 89, 110, 114.

Cité de la Plaine (groupe d'habitation, Cité de Pessac (Bordeaux): 279, 281, 358, Cité du fer à cheval (Britz, Berlin, Allemagne): 79. Cité Floréal (Saint-Denis): 145.

Cité Rotterdam (groupe d'habitation, Strasbourg): 57, 291, 355. Clamart: 89, 110, 111, 112, 114,

CLAUDIUS-PETIT, Eugène: 47-48, 53, 60, 79. 113, 251, 355, Clichy: 163. Clichy-sous-Bois (émeutes): 397.

> « Cluster » (concept): 171. Cofremca: voir Bureau de sociologie et de

psychologie appliquées.

COHEN, Lizabeth: 22. Coignet (entreprise de construction): 55, 58, 60.

COIGNET, François: 58. COIGNET. Jean: 263.

Coing. Henri: 119.154-155.264.

COLEMAN, Alice: 400.

Colloque de Royaumont: 264. Columbia (Maryland): 288. Comité consultatif de la recherche scientifique et technique: 356. Comité culturel des Maghrébins : 229.

Comité de la recherche et du

développement en architecture : 270. Comité d'organisation du bâtiment et des

travaux publics: 55.

Comité local d'urbanisme: 99. Commissariat général du Plan (CGP): 46. 70, 118-119, 125, 150, 158, 352, 355. Commissariat technique à la

reconstruction immobilière (Cri): 44n. Commission de la vie dans les grands ensembles: 129n, 132, 134, 139, 163, 170,..

Commission de l'équipement

urbain: 150.

Commission nationale de développement

social des quartiers : 234.

Communauté économique européenne (CEE): 124, 213.

CONAN, Michel: 266, 269.

Confédération nationale du logement (CNL): 199.

Congrès internationaux d'architecture moderne (Ciam): 13.16.26.53.81.103. 105-107, 108, 110, 112, 115, 151, 155, 183, 267, 291-292.

Congrès mondial de la famille (Paris. 1958): 124.

Conseil de résidents (grands ensembles): 206, 207-208, 210, 213, 215-216, 235,

Conseil économique et social: 95, 123, 161, 200,

Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation: 125.

Constructions Murondins (Le Corbusier): 97.98.

CORAJOUD, Michel: 218-219, 221, 227. Coredis-Sacc (promoteurs): 330.

CORNIÈRE, Paul: 264. COTTIN, François-Régis: 84. COULON, René-André: 84.

COURANT, Pierre: 63. Voir aussi Plan Courant.

COUVREUR, Louis: 103.

Coventry (conférence): 93. Créteil: 244, 288, 322, 323. Cumbernauld (Écosse): 292, 336n.

DAUTRY, Raoul: 44. DE CERTEAU, Michel: 404.

DE GAULLE, Charles: 28, 32, 95, 131, 239, 249, 253, 301.

DE GROUÈS, Henri (abbé Pierre): 62. DE SAINT-PIERRE, Michel: 166.

DE VULPIAN, Alain: 126-127, 129. DEBORD, Guy: 26, 103.

DÉCHAUDAT. Édouard: 112.

Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar): 48, 124n,

412 413 LA BANLIEUE, UN PROJET SOCIAL INDEX

Épinay-sur-Seine: 152.

322, 342, 392, 396, 398, 406.

État centralisé: 15, 25-26, 29, 31, 33, 44,

60, 65-66, 68-69, 73, 93, 100, 126, 133, 155,

186, 197, 216, 244, 246, 252, 255, 270, 295,

Délégation générale à l'équipement État planificateur: 22, 43, 45, 64. national (DGEN): 44n. État-providence: 13, 21, 23, 28-29, 33, 35, Délégation générale de la recherche 44, 65, 89, 129, 149-150, 168, 203, 286, 302, scientifique et technique (DGRST): 265, 337, 339, 403, 406, 266, 269-270, 279, 372. États-Unis: 11, 13, 15, 22-23, 39-40, 46-47, 79, 123, 129, 131, 151, 154, 246, 249, 266n. DELEUZE, Gilles: 262. 270, 288, 312-313, 318, 319, 337, 344, 352, DELOUVRIER, Paul: 239, 242, 244, 251-253, 399-400, 405, 297, 355. Voir aussi Plan Construction. Eurevry (équipe d'urbanisme): 379. DEPAULE, Jean-Charles: 401. « Eurydice », prototype (projet « Modèle DEPONDT. Paul: 368, 369, 370, 371. innovation »): 389, 391. Dessau (Allemagne): 81. Évry (ville nouvelle): 241, 244, 256, 257, Detroit (États-Unis): 318, 320. 259, 261-262, 265, 270, 271, 272, 284, Direction à l'aménagement du territoire 285-286, 287, 289, 297-298, 299, 308, 321, (DAT): 259. 327, 328, 329-331, 332, 335-336, 338-339, Directive Guichard (1973): 31, 242. 340, 341-342, 343, 372, 377, 378, 380, 381, 383-384, 385, 386, 389, 393, DISSARD, François: 264. Existenzminimum (idéal): 68, 105. Doorn (manifeste sur l'habitat): 107. Expo 67 (Montréal), réalisations DOTTELONDE-OSMONT, Annick: 218. architecturales: 341, 379, 383. DOUBLET, Maurice: 297. FABRE. Valentin: 218. Douglass, Lathrop: 313. FEHER, Laszlo: 389, 390. Drancy: 38, 40, 81, 184. Voir aussi Cité de Fédération internationale de l'urbanisme. la Muette. de l'habitation et de l'aménagement des Dronten (Pays-Bas): 305, 306, 337. territoires: 93n. Voir aussi Agora. Firminy: 53, 79. DUBEDOUT, Hubert: 217-218. Fondation nationale des sciences DUBUISSON, Jean: 188, 193. politiques: 207. DUMAZEDIER, Joffre: 253. Fondation pour la recherche sociale: 233. Dunkerque: 146, 232. Fondation Rothschild: 66. DUPONT, Gérard: 139, 143, 156, 158, Fontainebleau: 10. 244-245. Voir aussi grille Dupont. Fort Worth (Texas, États-Unis): 321. DUQUESNE, Jean: 128, 187, 191, 203. FOUCAULT, Michel: 21, 23, 262, 277, 398. DURAND, Robert: 359. FOURASTIÉ, Jean: 118, 253, 260, 295. DUTHILLEUL, Jean: 309. Francfort (Allemagne): 10, 40, 57, 73, 79, ÉCOCHARD, Michel: 106. 327. Voir aussi Nouveau Francfort. École des cadres d'Uriage : 100. FRIEDMAN. Georges: 268. École des hautes études en sciences FRIEDMAN, Yona: 118, 274, 281, 292, 295, sociales (EHESS): 118.132. 296. École expérimentale de La Fun Palace (Price, Grande-Villeneuve: 223, 226, 303. Bretagne): 246, 361. École Karl Marx (Villejuif): 303. Furttal (ville nouvelle, Suisse): 146. École nationale supérieure des Beaux-GAGÈS, René: 82, 86. Arts (Ensba): 53, 81, 100, 267-269, 274. GANS. Herbert: 154. École polytechnique: 45. Garges-lès-Gonesse: 66, 67, 194, 208. Économie et humanisme (association de catholiques sociaux): 113, 155. Gennevilliers: 149, 288. GEORGE, Pierre: 260, 268. EHRENKRANTZ, Ezra: 362. GERVAISE, Raymond: 112. EMMERICH, David Georges: 295. Ensemble Habitat (Expo 67 de GIARD, Jean: 232. Montréal): 341. Gien (reconstruction): 48.

GUTTON, André: 53, 267-268.

Habitat et vie sociale (HVS): 124n,

233-234, 237.

HABRAKEN, John: 270, 277, 373.

GODDET, Jacques: 139. HALBWACHS, Maurice: 115, 155, 268. Golden Lane (cité, Londres): 274. HAMBURGER, Bernard: 358. GORDON-LAZAREFF, Hélène: 139. HARDION, Joël: 49, 330. Grand-Mare (grand ensemble, HAUMONT, Antoine: 270. Rouen): 368, 369. HAUMONT, Nicole: 270, 356. Grande-Bretagne: 11, 40, 43-44, 154, 246, HAUSSMANN, Georges-Eugène: 244. 389, 405. Haut-du-Lièvre (barres de Grandes-Terres (grand ensemble): 85, 87, logements): 82, 83, 128, 401, Voir aussi 291. Voir aussi Marly-le-Roi. Nancy. GRAVIER, Jean-François: 47, 251, 288. HAZEMANN, Robert-Henri: 127. Greenbelt (États-Unis)): 154. HECHT. Gabrielle: 25n. Grenoble: 9, 34, 217-218, 221, 222, 225, HÉLIOT, Gérard: 274-275. 226, 228, 234, 236, 244, 266, 272, 303. HENRI-LABOURDETTE, Jacques: 71, 72, 139, GRIAULE, Marcel: 100, 113, 155. 176, 178, 188, 189, 190, 293, 294. Grigny (centre commercial): 313, 327. HENRY, Louis: 69. Grigny (ensemble La Grande HERTZBERGER, Herman: 364. Borne): 179, 180, 181, 182. HERVIO, Pierre: 341. Grille de réidentification urbaine (Alison HIRSCH, Bernard: 263-264. et Peter Smithson): 105. HIRSCH, Étienne: 69. Grille Dupont (Grille d'équipement d'un Hong Kong: 11. grand ensemble d'habitation, 1959): 34, 136, 138-139, 140, 141-159, 160, 161, 162, HONNEGER, Jean-Jacques: 85, 87. 171, 189, 245, 250, 291, 310, 312, Voir aussi HORTA, Victor: 163. Dupont, Gérard. HOUIST, Guv: 161. GRIMAL, Franck: 82, 84, 86. HOWARD, Ebenezer: 240. GROMORT, Georges: 81. HUET, Bernard: 270. Grosso, famille (Sarcelles): 201. ILLICH, Ivan: 305, 307n. Groupe central des villes nouvelles IMBERT, Maurice: 253. (GCVN): 240, 255, 305. Імноғ, Jean-Paul: 168. Groupe d'architectes modernes Inde: 372. marocains (Gamma): 105. Institut d'urbanisme de Grenoble: 266. Groupe d'architecture et pédagogie Institut d'urbanisme de l'université de (Gap): 379. Paris (IUP): 127, 265. Groupe d'ethnologie sociale: 116, 117n. Institut d'urbanisme et de l'aménagement Groupe de recherches et d'études de la région parisienne (IAURP): 242. sur la construction et l'habitation Institut français d'opinion publique (Grecoh): 233n, 350, 352. (Ifop): 123. Groupe international d'architecture Institut national d'études prospective (Giap): 118. démographiques (Ined): 39, 51, 68, 76, 77, Groupe Utopie: 264, 338 95, 122, 384. Groupement pour l'étude d'une Institut national d'hygiène: 113. architecture industrialisée (GEAI): 368. Institut national des statistiques et des études économiques (Insee): 70,91. Groupe d'action municipale (Gam): 217, Internationale situationniste: 24, 27, 31, 103, 133, 303, 405. GRUEN, Victor: 235, 291, 313, 318, 319, 320, Irvine (Californie): 288. 321, 327, 330. Ivry-sur-Seine: 386, 387, 388, 389, 393, GUATTARI, Félix: 262. GUICHARD, Oliver: 31, 242, 352-353. JANKOVIC, Ivan: 330. Voir aussi Directive Guichard. Jeanne-Hachette (opération, GURVITCH, Georges: 125, 268.

Ivry-sur-Seine): 387.

415

JENCKS. Charles: 13. JENNY, Jacques: 166.

GIRARD, Édith: 395. GISCARD D'ESTAING, Valéry: 28, 401.

GINSBERG, Jean: 271.

GIRARD, Alain: 118.

Le Haut-du-Lièvre (grand ensemble,

Le Havre (reconstruction par Auguste

Nancy): 82, 83, 128, 401.

Perret): 50, 51, 60, 187, 362.

Le Manteau de l'Arlequin (feuille Josic, Alexis: 171, 172, 173, 175, 267, 274. d'information, Sarcelles): 229, 230. 362, 363, 389, 390. Le Vaudreuil (ville nouvelle): 272, 273, JUDT, Tony: 43. 274-275, 276, 277, 278, 279, 280, 281-282, Kaës, René: 149, 185, 201, 279. 297-298, 308, 370, 371, 393. KAHN, Louis: 372. LEBRET, Louis-Joseph: 113. Kaufman & Broad (constructeur LEDRUT. Raymond: 264, 277. américain): 344. LEFEBVRE, Henri: 22, 24-26, 92, 103, 118, KEYNES, Milton: 256. 120, 128, 146, 197, 264-265, 267, 277, KHROUCHTCHEV. Nikita: 96. 279, 280, 281, 353, 377, 386, 405. KOHN, Bernard: 372, 374. LEMAIRE, Madeleine: 350, 384. KOPP. Anatole: 277. LEMARESQUIER, Noël: 67, 208. KROLL, Lucien: 376, 398. LEMOINE, Jean: 150. L'Architecture d'aujourd'hui (revue): 146, Les Courtillières (grand ensemble, 270, 307. Pantin): 87, 88, 149, 179. L'Habitat pavillonnaire (revue de Les Flanades (centre commercial): 235. recherche): 279, 384. 292 293 La Clairière du Lauzun (ensemble Les Marelles (immeuble d'habitation, d'habitation, Bordeaux): 366. Val-d'Yerres): 372-373, 374, 375, 393. La Courneuve : 143. Les Minguettes (grand ensemble, La Dame Blanche (grand ensemble, Lyon): 397, 402. Garges-lès-Gonesse): 66, 67, 208. Les Ulis: 174. La Défense (opération, Nanterre): 272. LESCAZE, William: 81. LÉVI-STRAUSS, Claude: 126, 171, 277. La Duchère (grand ensemble, Lyon): 82, 84, 197, 401. Levitt France (constructeurpromoteur): 53, 345, 346. La Grand-Mare (grand ensemble. LEVITT, William: 344. Rouen): 368, 369. Levittown (lotissement pavillonnaire, La Grande Borne (grand ensemble, États-Unis): 65. Grigny): 179, 180, 181, 182,.. La Haie Bergerie (lotissement LEWIN. Kurt: 119. pavillonnaire, Villepreux): 344, 345. Lion. Robert: 357-358. La Rousse (grand ensemble, Lille: 9, 88, 263-264, 390. Miramas): 234. Lincoln Center (New York): 292. LABASSE, Jean: 251. Lops, Marcel: 38, 52, 73, 81, 85, 87, 147, 163, LACAN, Jacques: 277. 183, 264, 368, 369, 370, 371, LACAZE, Jean-Paul: 274. Logéco (logements économiques et familiaux): 63-64, 66, 70-71, 72, 74, 75, LALANDE, André: 297-298, 327, 329, 377n. 76, 78, 358. Voir aussi Baticoop; Maisons LALANNE, François: 179n, 181. Phénix: PARENT, Claude. LAMBERT, Pierre-Édouard: 153. LOGUE, Edward: 389. LASSUS, Bernard: 270. Loi Quillot de 1982 : 234. Larry Smith & Co. (bureau LOISEAU, Georges: 218, 271. d'études): 235, 313, 318, 321, 330. LOJKINE, Jean: 264. LATOUR, Bruno: 407. Londres (Grande-Bretagne): 47, 105, 274, Le Barrage (quartier de Sarcelles): 195, 405. 200, 201. LOPEZ, Raymond: 292. Le Chesnay: 313. Voir aussi Parly 2. LURCAT, André: 98, 99, 100, 101, 303. LE CORBUSIER: 13, 16, 44, 47-48, 53, 55, Lyon-La Duchère (grand ensemble): 82, 71, 78-79, 80, 97, 98, 99, 103, 105, 120, 84, 197, 401. 122, 155, 169, 184, 279, 290, 291, 358, MAHÉ, André: 112. 361-362, 372. Mahieddine (bidonville, Algérie): 106. LE COUTEUR, Jean: 328, 329-330, 332, 355.

Maillard-SAE (système de construction

modulaire): 360.

MAILLARD, Henri-Pierre: 359.

Maison des jours meilleurs (Jean Prouvé): 58, 59. Maison Dom-Ino (prototype, Le Corbusier, 1914-1915): 55, 97, 361. Maison du peuple (Bruxelles): 163. Maison du peuple (Clichy): 163. Maison Schröder (Utrecht. Pays-Bas): 361. Maisons Phénix (promoteurconstructeur): 73, 74. MALET, Léo: 102 MALRAUX, André: 32, 164, 301. MARGOT-DUCLOT, Jean: 268. Marly-le-Roi: 85, 87, 313. Marne-la-Vallée (ville nouvelle): 241. 289, 297, 321, 401, 402, Maroc: 193. Mars (Modern Architectural Research Group): 151, 291. Marseille: 9, 50, 51, 78-79, 88, 184, 187, 193, 234, 288. Voir aussi Unité d'habitation de Le Corbusier. Massy-Antony (grand ensemble): 85. 152, 153, 204. Maubeuge (reconstruction): 98, 99, 101. Maurios, Georges: 372-373, 374. Mauss, Marcel: 100, 155. MAY. Ernst: 57. MAZIOL, Jacques: 158. MERLIN. Pierre: 251. MIES VAN DER ROHE, Ludwig: 362. Ministère de l'Équipement : 218, 233. 259, 341, 346. 129, 148, 154, 158, 169-170, 189, 197, 205, 242, 259-260, 264, Ministère de la Culture : 154. Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU): 44, 47, 51, 56, 57, 64, 66, 70, 113, 117, 124. Minneapolis: 320. Miramas: 234. Moley, Christian: 392. MONNET, Jean: 22, 45-46, 251. Montereau (grand ensemble, Surville): 82, 86, 173, 364, 365, 366, 368, Montréal: 341, 379, 404. Montreuil: 42.

MONVOISIN. Émile: 112. Maine-Montparnasse (opération, Paris): 292. MOTTEZ. Michel: 265. Mourenx (ville planifiée par l'État, Pyrénées): 119, 146, 197, 244. Musée social: 66. Nancy: 82, 83, 128. Nanterre: 62, 267. Nantes: 79. NEUFERT, Ernst: 58. NEUSCHWANDER, Claude: 216. New Urbanism (mouvement): 401. New York: 292, 389. NEWMAN, Oscar: 399-400. « Nid d'abeille » (immeuble d'habitation. Casablanca): 106. NIETZSCHE, Friedrich: 262. NIEUWENHUYS, Constant: 274, 361, 373. 376. Nîmes: 177. Nîmes-Ouest (grand ensemble, Nîmes): 173. NIXON. Richard: 96. Noisy-le-Sec (maisons individuelles préfabriquées): 51, 54, 58. NORD, Philip: 29. Nordwestzentrum (centre commercial, Allemagne): 327. Normes de Cologne: 92-93. Voir aussi Union internationale des organismes familiaux (UIOF). Nouveau Francfort (grand ensemble, Allemagne): 10, 40, 57, 73. Nouvelle Babylone (projet): 274, 361, 376. NUNGESSER, Roland: 346. Organisme régional d'étude de l'aire Ministère de la Construction: 94, 95, 125, métropolitaine (Oream): 261. Orgeco (cabinet-conseil): 210, 235. ORLUC, Michel: 389, 390. Orly: 329. Palente-lès-Orchamps (grand ensemble, Besançon): 201. PANERAI, Philippe: 401. Pantin: 60, 87, 143, 149. PARAT, Pierre: 342, 343, 379, 380, 382, 383. PARENT, Claude: 30, 73, 74, 265, 309, 362. PARENT, Jean-François: 218. Mont-Mesly (grand ensemble): 85, 322n. PARFAIT, François: 152. Paris: 9, 11, 24, 28, 32, 39, 47, 51, 59, 65-66, 82, 85, 91, 102, 106, 110, 112-113, 116-119, 122, 124, 126-127, 138, 143, 145, 155, 186-187, 193, 208, 238, 239-240, 241, 242, 245, 251, 253, 265, 288-289, 290, 292, Montrouge: voir Atelier de Montrouge.

417 416 LA BANLIEUE, UN PROJET SOCIAL INDEX

PROUVÉ, Jean: 38, 58, 59, 71, 81, 163, 355.

Missouri): 11, 12, 13.

Pruitt-Igoe (grand ensemble, Saint-Louis,

Quartier Sud (grand ensemble, 297-298, 299, 300, 308, 310, 313, 315, 316, 317, 346, 350, 362. Nîmes): 177. Quaternière Éducation (équipe Parly 2 (centre commercial régional, Le Chesnay): 312-313, 314, 315, 317, 327, pluridisciplinaire): 372. 329-331, 338. QUÉTELET, Adolphe: 96. PASK, Gordan: 246. QUILLOT, Roger: voir Loi Quillot. Pays-Bas: 305, 306, 331, 337. RABINOW, Paul: 27, 129. PERRET, Auguste: 50, 51, 362. Radburn (cité-jardin de la ceinture verte, New Jersey, États-Unis): 79. PERROTTET. Jean: 218. PERRY, Clarence: 154. RADWAN, Eva: 227, 229. PERSITZ. Alexander: 71. RAGON, Michel: 118, 292, 295, 295, 338, 398. Pessac: voir Cité de Pessac. RANDET, Pierre: 145, 159. Petit-Clamart: 89, 110, 111. RAYMOND, Henri: 270. Peuple et Culture (réseau d'éducation Reconstruction: 16, 22, 24, 39, 43, 46, 48, populaire): 164. 49, 50, 51, 53, 55, 57-58, 63-64, 68, 70, 88, 95, 97, 99, 100, 101, 103, 133, 183, 217, 290, Photographie aérienne: 16n, 102, 110, 115, 291, 355, 362, Voir aussi ministère de la 155, 181, 188, 192, 228, 287, 290, 388. Reconstruction et de l'Urbanisme. PICARD, Jeanne: 94, 95. Règlement national de la construction Pierrefitte-sur-Seine: 189, 193. (1955-1960): 78. PINGUSSON, Georges-Henri: 279. RENAUDIE, Jean: 272, 274, 281, 387, 388, PISANI, Edgard: 259. 389, 395, Plan-Construction: 355-359, 364, 366. RENDU. Paul: 234. 368, 372, 377, 386, 389. Reston (Virginie): 288. Plan Courant (1953): 63, 70-71, 78. REYNOLDS, Malvina: 88. Plan Hirsch (1954-1957): 69. RIBOUD, Jacques: 78. Plan Marshall: 22, 46, 131. RIBOULET, Pierre: 106, 272, 277, 279. Plan Monnet (1946-1950): 45-46, 57, 65, RIETI, Fabio: 179, 181. 69, 118, 150, 249, RIETVELD, Gerrit: 361. Plan national d'aménagement du Ris-Orangis: 30. territoire (Claudius-Petit): 47. ROCHEFORT, Christiane: 88. Plan Obus (projet de logement non réalisé pour Alger, Le Corbusier): 362. Rosny 2 (centre commercial régional): 312-313, 314. Plug-in City (projet, Archigram): 361. Ross, Kristin: 53. POËTE. Marcel: 112. ROTIVAL, Maurice: 40n. Poissy: 213. Roubaix: 235, 398, POMPIDOU, Georges: 253, 354. Rouen: 41, 42, 117, 217, 368, 369. Pont de Sèvres (immeuble d'habitation): 56. Rouge, Maurice-François: 156, 157, 297. Pont-de-Bois (quartier de la ville nouvelle ROULLIER, Jean-Eudes: 255-256. de Villeneuve d'Asca): 389, 390. Roux. Marcel: 94.95. POUILLON, Fernand: 50, 51. Rueil: 309. PRÉTECEILLE, Édmond: 232. SAFDIE, Moshe: 341, 379. PRICE, Cedric: 246, 361. Saint-Denis: 145. PRIEUR, François: 173, 174, 322. Saint-Dié (plan de reconstruction de Printemps (grand magasin, Paris): 312, Le Corbusier): 48, 55, 99, 290, 291. 327, 329. Saint-Étienne: 60, 117. Programme architecture nouvelle Saint-Gobain (entreprise (PAN): 358. industrielle): 368. Projets « Modèle innovation »: 371n, 389, Saint-Louis (Missouri): 13. 390, 391.

Saint-Malo (reconstruction): 48, 49.

Saint-Michel-sur-Orge: 346, 347.

Saint-Quentin-en-Yvelines (ville

nouvelle): 303, 304, 321.

SAUVY, Alfred: 68, 107, 115. Suède: 21n, 155. Scandinavie (aménagement des villes Suisse: 146. Voir aussi Furttal. nouvelles): 11. Surville (grand ensemble, Sceaux: 30. Montereau): 82, 86, 173, 364. SCHAROUN, Hans: 79. Syndicat des architectes de la Seine: 362. SCHEIN, Ionel: 73, 74, 303, 305, 317, 362. TAFURI, Manfredo: 270, 272, 338. Schéma directeur d'aménagement TAPONIER, Armand: 112. et d'urbanisme de la région de Paris (SDAURP): 239. TATI, Jacques: 24, 315. SCHOELLER, Bernard: 364. TAUT. Bruno: 79. SCHÖFFER, Nicolas: 274. Team X: 26, 107, 115, 156, 171, 183, 300. Voir aussi Congrès internationaux Scooper (équipe d'urbanisme): 379. d'architecture moderne (Ciam). SCOTT BROWN, Denise: 100. Tennessee Valley Authority SEBAG, Jean: 56, 59. (États-Unis): 47. « Sémiramis » (immeuble d'habitation, THATCHER, Margaret: 400. Casablanca): 106. THÉRY. Henri: 168, 303. SERT, Josep Lluís: 151, 291, 372. THURNAUER, Gérard: 106-107, 264, 272. Service technique central d'aménagement TONKA, Hubert: 264-265. et d'urbanisme (STCAU): 266. TOPALOV, Christian: 154. Siedlungen (quartiers d'habitat social. Allemagne): 79. Toulouse: 264, 360. Siemensstadt (Berlin, Allemagne): 79. Toulouse-Le-Mirail (grand ensemble, Toulouse): 165, 171, 172, 173, 240, 244, SIMON, Jacques: 383. Singapour: 11. TOURAINE, Alain: 91, 128, 263-264, 348. SMITH, Larry: voir Larry Smith & Co. TRAPMAN, Jan: 364. SMITHSON, Alison et Peter: 105, 106, 107. Trente Glorieuses (période): 10.15, 22. 171, 219, 274, 25, 29, 88, 118, 133, 204, 249, 270, 286, 403. Société centrale immobilière de la Caisse TRIBEL, Jean: 218, 271. des dépôts (SCIC): 64-65, 84, 119, 187-189, 191, 193, 195, 197, 199-201, 203, 205-208, TRINTIGNAC, André: 124-125, 133, 197, 210, 213-216, 223, 235, 292, 294, 315, 233-234. 355-356, 373, 428. TRUJILLO, Bernard: 310. Société des centres commerciaux TRYSTRAM, Jean-Paul: 263-264. (scc): 313, 330. Tunisie: 193. Société française des urbanistes : 138. TYRWHITT, Jacqueline: 151. Solal, Jean-Louis: 313. UCY (équipe d'urbanisme): 377. SOLTAN, Jerzi: 372. Union européenne (UE): 45. SONREL, Pierre: 309. Union internationale des organismes SORRE, Max: 268. familiaux (UIOF): 90, 92, 93, 124. Sotteville-lès-Rouen (grand Union nationale des associations ensemble): 51, 52. familiales (Unaf): 123, 133, 199-200. Stalinallee (Berlin, Allemagne): 401. Union soviétique: 11. STEIN, Clarence: 79. Unité d'habitation (Marseille, « Stem », concept: 171. Le Corbusier): 16, 78, 79, 184, 289, 361. Stichting Architecten (groupe de Urbanisme (revue): 88, 99, 137-138, 158, recherche): 277. 173, 260, 270, 297.

Stockholm: 292.

STOETZEL, Jean: 123, 260.

STUDER, André: 379.

Stuttgart: 362.

Strasbourg: 57, 187, 264, 291, 355.

SUDREAU, Pierre: 31, 32, 64, 95, 100, 123,

132, 134, 138-139, 148-149, 152, 158, 189,

Voir aussi Cité Rotterdam.

Sainte-Geneviève-des-Bois

San Francisco (États-Unis): 404.

Sarcelles (grand ensemble): 11, 14, 34, 60,

65-66, 67, 71, 72, 85, 128, 139, 143, 144, 149,

196, 200-201, 202, 203-205, 207-208, 212,

213, 214, 215-217, 234-236, 240, 242, 244,

267-268, 291-292, 293, 294, 336, 344, 356.

152, 167, 176, 178, 185-187, 188, 190, 192,

(hypermarché): 310.

Utrecht (Pays-Bas): 361.

Val-de-Reuil (ville nouvelle): 272. Valencia (projet de ville nouvelle,

Californie): 321, 327.

Vällingby (ville nouvelle, Stockholm,

Suède): 292.

Van Eyck, Aldo: 171, 277, 303.

VAN GOGH, Vincent: 201.

VAN KLINGEREN, Frank: 305, 306, 308, 331.

VAN TREECK, Martin: 271. VANEIGEM, Raoul: 303. VAYSSIÈRE, Bruno: 82.

Vélizy 2 (centre commercial): 313.

VENENCIE, Pierre: 303, 304.

Vénissieux : 397.

VENTURI, Robert : 100. VÉRET, Jean-Louis : 106, 272.

VERLHAC, Jean: 218.

Vichy: 40, 44-45, 47, 55, 102, 112, 249.

VIDAL DE LA BLACHE, Paul: 252.

Vienne la rouge (cité d'habitation): 40.

Villagexpo (1966): 346, 347.

Villejuif: 303.

Villeneuve (grand ensemble,

Grenoble): 34, 217-219, 220, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 231-232, 272,

303.

Villeneuve d'Ascq: 389.

Villeneuve-Saint-Georges: 56, 57, 59. Villepinte (grand ensemble): 382, 383.

Villepreux: 344, 345.

Villetaneuse (grand ensemble): 383.

VIOT, Pierre: 239-240. VIRILIO, Paul: 265. WAGNER, Martin: 79. WAKEMAN, Rosemary: 29. WEBBER, Melvin: 256, 288.

Weissenhof (quartier de Stuttgart,

Allemagne): 362.

Westhausen (grand ensemble, Nouveau

Francfort): 57.

WHYTE, William Foote: 154.
WIENER, Norbert: 275.
WILLMOTT, Peter: 154.
WOGENSCKY, André: 105.
WOODS, Shadrach: 106, 171, 172, 173, 175,

274, 362, 363.

WRIGHT, Henry: 81. Yerres: 300, 356, 372, 392.

Young, Michael: 154.

ZEHRFUSS, Bernard: 56, 59, 71, 82, 83, 355.

Zeilenbau (plan-type) : 79.

ZUBLENA, Aymeric: 325.

Zup (zones à urbaniser en priorité): 149,

173, 217, 234, 322, 395.

Table

INTRODUCTION	
Construire la banlieue	g
L'usager, à la croisée de la technocratie et du consumérisme	20
Béton et savoir	23
La politique, au-delà de l'idéologie	27
Du projet collectif à son crépuscule	33
Les années cinquante :	
genèse de l'habitat social	37
CHAPITRE 1	
Rationaliser la production	39
L'État planificateur	43
Vers la (re)construction	48
Un tournant décisif	62
L'alliance du modernisme et de la modernisation	70
Les Beaux-Arts statistiques	78
Le logement pour tous, des boîtes toutes pareilles ?	88
CHAPITRE 2	
Une bureaucratie épistémologique	95
L'enseignement du quotidien	97
La définition des besoins : une affaire de sociologie	107
Une science expérimentale	116
Luttes d'expertise	123
Savoirs et construction : une production mutuelle	128

Les années soixante : la rencontre de l'architecture et des sciences sociales	135
CHAPITRE 3 L'animation à la rescousse	
	137
Répondre aux critiques	138
Améliorer le cadre de vie	148
La communauté, une forme de modernisme sociologique	154
L'animation socioculturelle	161
Animer le projet urbain	170
CHAPITRE 4	
L'expertise de la participation	185
Des mondes de pionniers	186
Locataires, usagers et consommateurs, unissez-vous!	194
Gestion ou politique ?	204
Le brutalisme municipal	217
La participation guidée d'en haut	232
CHAPITRE 5	
Programmer les villes nouvelles	239
Villes nouvelles, nouvelles questions	240
Volontarisme et versatilité	249
La professionnalisation de la programmation	255
La productivité de la critique	264
L'urbanisme combinatoire	272

Les années soixante-dix : les paradoxes de la consommation	283
CHAPITRE 6	
Vraies-fausses mégastructures	285
Le centre en question	286
Le mantra de l'intégration	300
La folie des centres commerciaux	308
Une alliance fragile	322
Monuments périurbains	336
CHAPITRE 7	
Le crépuscule du collectif	341
Le logement de masse calqué sur le pavillon	344
Pour une autre industrialisation	354
La promesse de la flexibilité	361
Du logement au logis	377
L'abandon annoncé du collectif	393
CONCLUSION Que reste-t-il du projet social?	397

424 LA BANLIEUE, UN PROJET SOCIAL 425